COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

«On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme» (Lénine)

C.P.S Nouvelle série N°39 (N°121) – 1,50 € **23 JANVIER 2010**

GROUPE POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE
LA CONSTRUCTION DE L'INTERNATIONALE OUVRIERE REVOLUTIONNAIRE

« Grand emprunt », réforme des lycées, RGPP, retraites, ..., le gouvernement fait feu à volonté.

Les dirigeants syndicaux (avec le PS et le PCF) lui ouvrent la voie, les travailleurs et la jeunesse auront à leur imposer de rompre avec lui et à :

combattre dans l'unité pour porter un coup d'arrêt au gouvernement Sarkozy-Fillon

Sarkozy aux dirigeants syndicaux : « *Ensemble nous avons évité le pire* », « *je ne dis pas la main dans la main, je ne veux pas vous gêner* »

Ce n'est pas pour rien que, le 31 décembre au soir, Sarkozy a mis en première place de ses remerciements les dirigeants syndicaux (littéralement, les « *partenaires sociaux* ») « *qui ont fait preuve d'un grand sens des responsabilités (...) Ensemble nous avons évité le pire* ».
Un mois auparavant il lançait déjà, depuis Toulon :
« *La France peut être fière de son mouvement syndical* (...) *il n'y a eu aucune démagogie des syndicats et lorsqu'il a fallu gérer des situations violentes et sensibles, le Gouvernement a été bien heureux de pouvoir dialoguer en confiance avec des partenaires avec qui nous ne partageons pas naturellement tout, mais qui se sont avérés des partenaires très responsables.* ».
La trahison des ouvriers de Continental par la direction confédérale CGT, laquelle a même refusé de signer l'appel à les soutenir à l'occasion de leur procès en appel, est un exemple de ce que recouvrent ces paroles fielleuses.

En effet, ce déluge de compliments n'est en rien immérité. C'est à bon droit que Sarkozy affirme lors de ses vœux spécifiques aux appareils syndicaux en date du 15 janvier :

> « *J'ai voulu que les partenaires sociaux soient associés à toutes les grandes décisions que nous avons prises au cours de l'année 2009 (...) Je ne crois pas que dans notre histoire sociale, nous ayons jamais connu un dialogue aussi fréquent ni aussi dense. J'ai entendu des commentateurs parler de co-gestion. Il paraît même qu'on vous a reproché au sein de certaines de vos organisations d'entretenir des échanges – comment dit-on - trop assidus avec le gouvernement. Ce sont des balivernes. (..) Mais notre devoir, c'est d'essayer de conduire la France tous ensemble.* »

« *Conduire la France ensemble* » ! Sarkozy en rajoute d'ailleurs une louche (au sujet de la « réforme » créant pôle emploi) «*Et je dois dire que nous avons travaillé avec certains d'entre vous. Je ne veux pas vous gêner, je ne dis donc pas « main dans la main », mais enfin, nous nous sommes compris en tous les cas.* »
Que Sarkozy relève à plusieurs reprises dans ces vœux que la ligne des bureaucraties de cogestion de la crise avec Sarkozy et Fillon ne passe pas sans oppositions au sein des organisations syndicales indique bien pour les travailleurs là où il faudra frapper.
Il faudra, pour stopper l'offensive du gouvernement, pouvoir briser l'engrenage de la collaboration avec le gouvernement qui s'est mis en place avec l'éclatement de la crise et dont la déclaration intersyndicale du 5 janvier 2009, soutenue par tous les appareils syndicaux et politiques issus du mouvement ouvrier, fut la pierre angulaire, déclaration qui se fixait comme cap de défendre la « *cohésion sociale* ». (Suite page 2)

Sommaire:

* EDITORIAL....P.1
* DECLARATION DU GROUPE : NON A L'OCCUPATION MILITAIRE DE HAÏTI....P.7
*LES MILITANTS INTERVIENNENT ET INFORMENT CPS....P.8
*SUPPLEMENT RATP A C.P.S....P.9
* ENSEIGNEMENT PUBLIC P.13
* CONTRE LA DESTRUCTION DE LA PLANETE PAR LE CAPITALISME : COMBATTRE POUR LE SOCIALISME P.18
* AUTOUR DE LA C.S.I : UNE NOUVELLE SAINTE-ALLIANCE EN DEFENSE DU CAPITALISME EN CRISE....P.28

Congrès CGT, Poste, Réforme des lycées : les appareils syndicaux pavent la voie au gouvernement

« *En 2009, vous avez été des exemples* ». Voici comment Sarkozy a conclu ses vœux aux directions syndicales comme un général haranguant ses troupes pour les féliciter et les emmener vers de nouvelles batailles. Deux jours avant, l'Assemblée nationale entérinait le projet de loi de changement de statut de la Poste. Voilà qui règle la question – que notre précédent numéro abordait largement – du référendum organisé soi-disant en défense de la Poste par les appareils syndicaux, le PS, le PCF, le PG, le NPA, etc. Ainsi que nous l'avions écrit, ce référendum a dépossédé les agents de la Poste d'un combat qu'ils auraient pu mener – sur la ligne du front unique de leurs organisations syndicales.
Les journées 'd'actions' à La Poste y étaient subordonnées, telle celle organisée en deux temps, les 24 novembre et 28 novembre, une nouvelle journée de grèves suivie par des manifestations décentralisées (dont une « *promenade piétonnière* » (sic !) de 500 mètres à Paris), elles mêmes placées sous le signe de cartes postales qu'il se serait agi d'envoyer à l'Elysée pour pousser Sarkozy à « ouvrir un débat public ». Ce dispositif destiné à écoeurer les derniers postiers mobilisés a fonctionné, avec l'aide d'une série de forces politiques qui appelaient à « reconduire » dans quelques départements (sans remettre en cause le cadre national décidé par les fédérations de La Poste) – et à « *participer massivement* » aux manifestations du 28. Quelles forces politiques ? En particulier le Comité de soutien à la candidature de J-P.Delannoy, issu d'un « front syndical de classe » archéo-stalinien lequel, paraît-il, prétendait préempter « l'opposition » à Thibault lors du congrès de la CGT. « Opposition » se situant donc, dans le cas de La Poste, mais pas seulement celui-là, sur le terrain du gauchissement de l'orientation de l'appareil confédéral.

Avec une telle opposition à la noix, la direction confédérale pouvait aller sereinement devant les délégués du 49ème congrès. Certes, l'on pourra relever dans le congrès plusieurs interventions remettant plus ou moins ouvertement en cause l'orientation de la direction confédérale. Mais au final, c'est bel et bien cette orientation (se reporter à l'article paru dans le précédent numéro de *CPS*) qui l'a emporté sans problème. Le « *syndicalisme rassemblé* » (avec la Cfdt, derrière le gouvernement), l'engagement du processus de liquidation des fédérations, et surtout dans les circonstances actuelles le cadre de « maison commune des régimes de retraites » ont été adoptés sans grand problème.

Symbole de la victoire de l'orientation politique de l'appareil confédéral : les grévistes sans-papiers invités à la tribune, acclamés, certes, mais véritables dindons de la farce. En effet l'orientation sur laquelle l'appareil CGT en a engagé plusieurs milliers dans la grève avant le congrès confédéral, c'est la rédaction d'une nouvelle circulaire de régularisation – circulaire se situant donc entièrement dans le cadre des lois et décrets pondus par les sinistres Hortefeux et Besson. Il s'agit uniquement d'obtenir des « inflexions » dans un cadre – celui de la régularisation ponctuelle par le travail - qui est totalement opposé au combat pour la régularisation de tous les clandestins et leurs familles !

Il faut toutefois relever que Thibault, en décommandant Chérèque à la dernière minute, a évité le risque de créer inutilement un couac au sein du congrès – malgré tout le soin apporté à la composition bureaucratique de sa délégation. Qu'il ait considéré possible un tel affrontement montre que les potentialités de combat contre le « syndicalisme rassemblé » derrière Sarkozy, contre le « dialogue social », la loi représentativité, etc. demeurent. Mais elles n'auront pu s'exprimer dans ce congrès, sinon de manière inoffensive. Et après le congrès de la CGT, celui de la FSU qui s'ouvre en février est placé par sa direction sous le signe d'un rapprochement rapide avec l'appareil confédéral CGT - au moment même où celui-ci va de plus en plus loin dans la défense du capitalisme et du gouvernement Sarkozy.

Enfin il faut ajouter, mais un article de ce numéro y revient largement, que la réforme des lycées Sarkozy-Chatel, laquelle est en fait un pas de plus vers l'autonomie des tous les établissements scolaires, est presque arrivée à son terminus sans obstacle – là encore grâce au refus des directions syndicales de la combattre, au nom du leurre d'une « bonne réforme ».

Si Sarkozy peut se féliciter publiquement d'avoir « *ensemble* », avec Thibault et cie, évité « *le pire* » sur le terrain de la lutte des classes, par contre, quant à la 'sortie de crise', il fanfaronne.

Crise économique : « le pire » est à venir

Voilà en effet que Sarkozy et ses ministres commencent à parler de la crise au passé. Et de revoir, même, à la hausse, leurs prévisions de croissance pour 2010 (quoique dans des proportions encore modestes). On pourrait presque dire que c'est le contraire qui s'annonce. Il suffit pour s'en convaincre de reprendre quelques données simples, fournies par les organismes officiels. La note de conjoncture pour l'ensemble de la zone euro publiée entre autres par l'Insee nous apprend que la production industrielle ne progresserait pas au premier semestre 2010, ou bien, peut-être, d'un dixième de point. L'investissement productif, après une nouvelle baisse de 0,4% au dernier trimestre 2009, baisserait encore au premier trimestre 2010 avant, peut-être, de cesser sa dégringolade au second trimestre. D'où, dans de telles conditions, et alors que les chômeurs se multiplient sans cesse, viendrait la soi-disant « reprise » ? De la Chine ? Mais tous les économistes indiquent dorénavant que le colossal plan de financement de l'industrie nationale par les crédits publics a abouti à la constitution de surcapacité

sans précédent dans l'histoire : dans le domaine de l'acier elles sont l'équivalent de celles combinées du Japon et de la Corée du Sud ; dans le ciment, l'équivalent de la consommation totale de l'Inde, etc. Sans oublier la crise de surproduction automobile qui n'a été provisoirement diluée que par le recours, dans la majorité des pays capitalistes dominants, à une « prime à la casse » qui ne fait qu'en reporter les effets.
Mais ce n'est pas tout : ce palier dans la crise que nous annoncions et analysions pour notre part depuis des mois dans notre bulletin se combine avec la poursuite de la crise financière. Les crédits bancaires vers le secteur privé restent à des niveaux bien inférieurs à ce qu'ils étaient ces dernières années – et des banques continuent de sombrer dans la faillite régulièrement. Et ceci alors même que les taux d'intérêts pratiqués par les banques centrales sont historiquement bas – ce qui favorise aujourd'hui la spéculation, les diverses magouilles bancaires et l'envolée des bonus. Mais pour combien de temps ?
L'intervention des Etats (cf. l'article sur la situation économique dans ce numéro) a creusé plus profondément que jamais leur endettement – et a mis à l'ordre du jour une crise de la dette publique qui nécessiterait, pour être jugulée, d'augmenter les taux d'intérêts, en d'autres termes d'étrangler davantage l'économie réelle. Et même ainsi, comment certains Etats éviteraient-ils de frôler la faillite ? En Europe, les financiers, toujours élégants, ont ciblé sous le terme insultant de « pigs » (porcs) quatre Etats particulièrement vulnérables : Portugal, Irlande, Grèce, Espagne. A ceux là on peut ajouter une Italie surendettée (à plus de 100% du PIB) et une Grande Bretagne qui a creusé son déficit comme nulle autre ces derniers mois (un déficit à 12% du PIB). Et derrière d'éventuelles crises financières frappant ces pays, le sort de l'euro serait remis en cause (d'où la légère baisse de cette monnaie ces dernières semaines). La faillite de l'émirat de Dubaï, dont toute l'économie était un reflet concentré des traits les plus parasitaires, spéculatifs et réactionnaires du capitalisme pourrissant, sonne à cet égard comme un signal d'alarme.

Non, décidément, ce « pire » - là n'a pas été évité et reste à l'ordre du jour l'alternative : stagnation à cause de l'accumulation de dettes en tout genre, ou bien effondrement financier et économique si la sphère financière craque faute d'être nourrie par le retour substantiel des profits autres que spéculatifs, fictifs. En tout cas, la Banque mondiale vient de publier un rapport dans lequel ses experts affirment : « *Le chômage et la sous-utilisation considérable des capacités de production devraient continuer à caractériser le paysage économique pendant les années à venir* ». (Cf *Libération* du 20 janvier 2010).

Et pour la classe ouvrière, le « pire » a déjà commencé. Pendant que les dirigeants des organisations syndicales ouvrières sur toute la planète multiplient les agapes avec leurs gouvernements, le chômage enfle inexorablement, même retardé ici ou là par les mesures de chômage partiel. Fermeture de l'usine Opel d'Anvers, faillite de Japan Airlines, la liste serait interminable. Les 7 millions de chômeurs officiellement recensés en plus aux Etats-Unis depuis 2007, parfois parqués dans des villages de tentes tandis que les maisons vides saisies sont légion, vivant sur les bons d'alimentation de l'assistance publique, dressent un acte d'accusation irréfutable contre le capitalisme.

Plus encore : la crise appelle les gouvernements voués au sauvetage du capitalisme en crise à des mesures d'une brutalité sans précédent depuis des décennies. Ainsi en Irlande, ce sont les salaires des fonctionnaires qui sont baissés de 10% en moyenne pour 2010 (ce qui n'a entraîné à ce stade qu'une grève, certes massive, de 24 heures le 24 novembre).
Mais la situation en Grèce est particulièrement illustrative : alors que le pays est en pleine crise de l'endettement, le nouveau gouvernement structuré par le Pasok a annoncé des vagues de coupes dans les dépenses publiques, de gel des salaires de fonctionnaires et des embauches, de privatisations massives, 'réforme' des retraites, etc. Pour faire passer la pilule, le gouvernement prévoit aussi de relever les impôts touchant les plus riches. Mais il y a un hic, que rapporte une dépêche en date du 19 janvier : « *Pour l'agence Moody's, l'incertitude la plus importante réside dans la capacité du gouvernement grec à mettre en œuvre ce programme* ». Or précisément le gouvernement du Pasok a été clair : il ne mettra en œuvre son plan qu'une fois obtenu un « pacte social » avec la GSEE, la centrale syndicale ouvrière majoritaire.

La leçon est claire : pour briser la vague d'assaut des bourgeoisies européennes contre les derniers éléments d'acquis ouvriers, il faut aux travailleurs trouver les ressources pour s'engager sur leur propre terrain, pour leurs objectifs à savoir l'arrêt des contre-réformes, et s'ouvrir cette voie passe par le combat pour empêcher ou remettre en cause les « pactes », accords que les appareils syndicaux, les partis issus du mouvement ouvrier passent avec leur propre bourgeoisie dans chaque pays.

« *Nous n'avons pas le droit de ralentir le rythme parce que les effets de la crise continuent à se faire sentir et parce que nous ne pouvons pas différer les réformes* » (Sarkozy)

Ces termes, avec lesquels Sarkozy a conclu la réception de ses « lieutenants ouvriers » (Lénine) le 15 janvier, ne sont pas de façade. En particulier il serait illusoire de croire que les élections régionales amèneraient le gouvernement à ralentir son offensive « concertée » contre les travailleurs.

Occupe une place de toute première importance dans cette offensive le « grand emprunt ».

Il faut rappeler que ledit emprunt a donné lieu à une concertation généralisée (avec notamment le 1er décembre la réception du PS, du PCF, lors de laquelle Jean Marc Ayrault réclamait un montant plus élevé). Certes, la direction CGT a refusé d'y participer mais on va le voir ce refus était plus une manœuvre liée à la proximité du congrès confédéral qu'autre chose. Le rapport Juppé-Rocard repris par Sarkozy le 14 décembre est un véritable

catalogue d'attaques tout azimut, et de nouvelles subventions au patronat.
Au premier rang des cibles : l'enseignement supérieur puisque le grand emprunt prévoit une petite condition à la subvention des « pôles d'excellence »: « *La seule condition que nous mettons, c'est l'excellence mondiale, c'est la nouvelle gouvernance, c'est la contractualisation – j'y reviendrai, c'est l'autonomie, c'est le partenariat avec les entreprises* » dixit Sarkozy le 14 décembre. Autrement, ce sont ses propres mots, il s'agit « d'une nouvelle étape » dans la mise en œuvre de l'autonomie des universités (cf. dans ce numéro).
L'enseignement par alternance est lui outrageusement favorisé puisque ce dernier récolte 500 millions d'euros. D'une manière générale, le grand emprunt déverse des milliards dans les caisses du patronat, dans différentes filières : 6 milliards pour l'automobile, aéronautique, ... ; 5 autres milliards au nom de 'l'écologie'. Rappelons, entre autres, le cadeau que constitue déjà la suppression de la taxe professionnelle pour 2010 : plus de 11 milliards pour le patronat !
Il faut souligner qu'un milliard d'euros de financement découleront ... des décisions prises dans le cadre des Etats Généraux de l'Industrie (initiative, Sarkozy l'a rappelé lors de ses vœux du 15 janvier, de la direction confédérale CGT) ! Et au comité de pilotage des ces Etats Généraux : la totalité des appareils syndicaux. Ce n'est pas tout : un comité de surveillance de ce grand emprunt doit être mis en place. Y seraient associés, encore, le PS, le PCF et aussi les dirigeants syndicaux.
Pour payer les intérêts de cet emprunt, pompe à finance installée pour les patrons, Sarkozy entend faire payer les travailleurs : le projet de loi de finances rectificative adopté en conseil des ministres le 20 janvier 2010 comprend (sans plus de détails) 500 millions d'annulation de crédits dans les différents ministères, explicitement pour payer les intérêts de l'emprunt !

Dans ces circonstances, combattre pour que les directions syndicales rejettent cet « emprunt », refusent de s'associer à son suivi et combattent pour le retrait du projet de loi de finances rectificative, est une nécessité politique immédiate.

Autre réforme qui est examinée dès ce mois de janvier par le Sénat, celle des collectivités territoriales. Ce projet de loi signé Hortefeux est sans équivoque un outil de destruction des acquis collectifs existant au niveau des communes, et, ce qui va de pair, un outil de liquidation de dizaines de milliers de postes de fonctionnaires territoriaux, en engageant des fusions de départements et de régions, des fusions de communes, y compris forcées. Sarkozy s'indigne régulièrement que, alors que son gouvernement aura supprimé 100 000 postes de fonctionnaires en trois ans, les collectivités territoriales continuent de créer des postes. Ce projet devrait permettre à la bourgeoisie d'en finir, une nouvelle fois sur le dos des masses populaires – cf. l'éditorial de notre précédent numéro.

Or qu'ont fait les appareils syndicaux ? Le 21 janvier, une grève était convoquée dans l'ensemble de la fonction publique, venant se substituer à un appel à la grève chez les enseignants initialement prévue pour le 14. Et dans la plateforme de cet appel à « des grèves et des manifestations » ne se trouvaient ni l'exigence du retrait de ce projet de réforme qui est pourtant une menace terrible pour les territoriaux, ni non plus celle de la « réforme »Sarkozy-Chatel des lycées ! Autant dire que le signal est clair à l'intention du gouvernement : « passez ».

Il faut noter que cette 'réforme' va aller de pair avec la convocation d'une 'conférence sur la dette' fin janvier, à laquelle seront associés les « élus » - autrement dit le PS et le PCF. Enfin, au ministère de la culture (cf. les interventions militantes de ce numéro), l'intersyndicale a eu comme mot d'ordre à partir de la grève au Centre Beaubourg « *l'exemption du ministère de la Culture de la RGPP* » (révision générale des politiques publiques). C'est une variante de la « revendication » de « *l'arrêt des suppressions aveugles* » de postes comme le proposait la plateforme intersyndicale du 5 janvier 2009. Une telle « revendication » ne pouvait qu'isoler les travailleurs de ce ministère des autres fonctionnaires.
La RGPP entre dans sa deuxième phase, c'est-à-dire dépasse le niveau des fusions au sein des administrations centrales pour aller maintenant dans les différents organismes et établissement publics. Au premier janvier entre en vigueur la « réorganisation territoriale de l'Etat » (Réate). Isoler dans ces circonstances tel ou tel ministère au nom de son caractère « spécial », n'est-ce pas accepter le principe général de la RGPP ? L'appareil CGT est même allé jusqu'à proposer, en guise de grève, d'ouvrir gratuitement le Centre Pompidou en circonscrivant la « grève » aux seuls caissiers... proposition huée par les travailleurs en grève et retirée par les bureaucrates!

Enfin c'est sans attendre les élections régionales que le gouvernement a relancé la « taxe carbone », suite à sa censure par le conseil constitutionnel au motif (indéniable) que 93% des émissions polluantes industrielles (hors carburant) y échappaient. Mais comment donc remettre la même chose sur le métier ? Une dépêche AFP du 20 janvier répond : « *Une nouvelle concertation, rassemblant industriels, partenaires sociaux et ONG environnementales, débutera en février pour une présentation au Parlement au printemps* ». Cette concertation est cadrée ainsi par Chatel (en tant que porte-parole du gouvernement) : ne pas mettre en danger la « compétitivité des entreprises ».

15 février : au centre de « l'agenda social partagé » du gouvernement et des appareils syndicaux, les préparatifs de l'offensive contre les retraites (appuyée par le PS)

C'est tout sourire que Darcos, ministre du travail, a lui aussi présenté ses vœux le 21 janvier. Il a déclaré au sujet des retraites "Inutile de vous dire que le ministre en charge du sujet que je suis en est particulièrement heureux". De

quoi ? Des annonces de Martine Aubry acceptant (au nom de tout le PS) un nouvel allongement de la durée de cotisation, Montebourg parlant lui de « compromis national », Darcos lançait aux dirigeants syndicaux :

« Je note enfin que les lignes bougent sur ce sujet dans le champ des responsables politiques. Certains responsables ont semble-t-il décidé de ne pas se réfugier dans une opposition stérile, mais de regarder la situation dans un esprit de responsabilité et d'ouverture. C'est avec le même esprit de responsabilité et d'ouverture que j'espère pouvoir mener les discussions avec vous sur ce sujet. »

Quant au contenu des discussions, Darcos l'explicite :

« Quelle sera notre méthode ? Je souhaite d'abord ouvrir une phase de diagnostic afin de faire le point sur la situation financière des régimes de retraite à partir des données actualisées que le Conseil d'orientation des retraites devrait communiquer au mois d'avril prochain. Ce diagnostic devra également nous permettre de juger précisément de l'impact des précédentes réformes afin de mesurer le chemin déjà parcouru. Il me semble nécessaire ensuite que nous abordions une phase de concertation, au cours de laquelle l'ensemble des pistes devront être explorées, qu'il s'agisse de l'âge de la retraite, de la durée de cotisation et, bien sûr, comme l'a indiqué le Président de la République, celle de la pénibilité. Cette phase de concertation d'ailleurs, ne saurait s'enfermer dans les limites de notre système actuel : nous devons ainsi réfléchir aux autres voies possibles, comme l'ont fait d'autres pays européens. Nous bénéficierons ainsi des analyses du COR sur les systèmes de retraite par points ou en « comptes notionnels ».

Reprenons : « tout est sur la table » ... sauf de faire augmenter la cotisation patronale ! Dans le collimateur se trouvent en particulier le code des pensions de la fonction publique et les régimes spéciaux, cible indiquée par la Cfdt : Chérèque ayant directement mis en cause, le 29 janvier, le code des pensions et demandant un « rapprochement progressif » des règles avec celles du secteur privé. C'est-à-dire qu'il milite ouvertement pour une nouvelle baisse des pensions des fonctionnaires (en particulier pour la remise en cause du calcul de la pension sur les 6 derniers mois).

Ensuite : ce sont les dirigeants syndicaux qui, au sein du C.O.R. préparent « l'état des lieux ». Ce sont encore eux qui fourniront le rapport sur le passage à un système « par points » qui présente l'immense « avantage », si l'on veut, d'inclure la question de la pénibilité qui a été posée comme préalable à la discussion par le congrès de la CGT, préalable donc accepté ostensiblement par Sarkozy. D'ailleurs pourquoi pas puisque précisément le système « par points » signifie l'individualisation des « parcours », la mise en cause du régime général tout comme du code des pensions.

A cet égard le point d'appui essentiel du gouvernement jusqu'ici a été fourni par le congrès confédéral CGT, lequel a adopté comme formule la « *maison commune des régimes de retraites* ». Que recouvre cette formule sinon, quelles que s soient les précautions de langage, la remise en cause du régime général et de celui de la fonction publique ? C'est cette « maison commune » qui prépare le passage à un système par point individualisé et fonction de l'espérance de vie théorique (voilà la 'pénibilité') – en fait un système où plus aucune solidarité n'existe entre pensionnés, et entre pensionnés et salariés.

Dans le même temps (voir dans ce numéro), l'appareil s'employait à épuiser préventivement les secteurs de la Ratp les plus combatifs, ceux des lignes Rer, en les envoyant dans le mur de grèves sur des objectifs réactionnaires (une prime à la performance).

Appuyé sur une première couche de participation au sein du COR, une négociation s'ouvrirait pour aboutir à l'automne. Mais son coup d'envoi sera donné le 15 février lors du sommet sur « l'agenda social » présidé par Sarkozy, au menu duquel devraient également se trouver de nouvelles attaques contre la Sécurité sociale au nom d'une part du déficit, et d'autre part de la « cinquième branche » dite « dépendance ». Pendant ce temps, les « réformes » déjà menées s'appliquent, comme l'étranglement des hôpitaux (alors que le coût de la campagne de vaccination de la grippe, tout bénéfice pour les laboratoires, est supérieur au déficit annuel des hôpitaux). En 2010 un million de chômeurs vont se retrouver en fin de droits ! Aussi s'opposer à la participation des dirigeants syndicaux à ce sommet est une des premières nécessités pour indiquer comment pourrait être enrayée cette offensive programmée.

Garder le cap

Dire que la situation est difficile pour le prolétariat mondial et en France, c'est constater l'évidence. Aux difficultés nouvelles engendrées par la crise du capitalisme répond un engagement sans précédent des appareils syndicaux, du PS (et du PCF), aux côtés du gouvernement. Et cet engagement ouvre à son tour la voie en grand à l'offensive décuplée dont le gouvernement Sarkozy a besoin pour défendre une bourgeoisie française toujours plus affaiblie sur le marché mondial – jusqu'à être de facto mise à la porte de Haïti par l'impérialisme US qui occupe le pays sous couvert d'aide humanitaire aux victimes du tremblement de terre.

Autre évidence : les élections régionales de mars ne soulèveront pas l'enthousiasme des masses. Et comment en serait-il autrement ? Certes, il n'est pas à exclure que le rejet de Sarkozy et de l'UMP se traduise y compris sur ce terrain déformé. Mais le PS manifeste sa volonté d'alliance renforcée avec les partis bourgeois sous la forme d'appels du pied au Modem qu'il faut rapprocher de la position pourrie des Aubry et cie sur la question des régimes de retraite. Pointe avancée de cette alliance : Royal (dont la liste inclut aussi l'animateur du « collectif contre les patrons voyous » dont nous avons parlé dans un précédent numéro), qui joue son avenir politique dans le

Poitou. D'ores et déjà les listes initiées par le PS intègrent partout des représentants des patrons, au nom de « l'ouverture à la société civile ». Politique qui favorise évidemment l'opération « Europe écologie » au compte de Sarkozy pour casser le PS (voir l'article dans ce numéro).

Pendant ce temps, des alliances à géométrie variable entre Npa, Parti de Gauche, ou bien Parti de Gauche, Parti Communiste, selon les régions (Gayssot ralliant Frèche dans le Midi), sur un programme qui leur est commun et dont on pourrait trouver les linéaments dans la déclaration intersyndicale du 5 janvier 2009 que tous ils avaient soutenue. Notons au passage que le NPA est déjà en crise, qu'il n'a en effet guère plus d'adhérents réels que n'en avait la LCR, et que la préparation de ces élections, avec les alliances à géométrie variable (PG, 'décroissants', 'alternatifs') montrent que c'est en cohérence qu'il avait rejeté, lors de son congrès de fondation, le qualificatif de « révolutionnaire ».

Il est certain que ces élections ne peuvent pas fournir de point d'appui solide dans le combat pour réaliser le front unique des organisations du mouvement ouvrier contre Sarkozy et son gouvernement.

Mais dans le même temps, il est inéluctable que des conditions nouvelles crées par la crise elle-même s'engagent des mouvements plus ou moins puissants en défense des acquis restant, ou tout simplement pour lutter contre la déchéance sans espoir à laquelle une fraction croissante de la population laborieuse, de la jeunesse, sont voués par le capitalisme. Une hirondelle ne fait pas le printemps, mais les mouvements des étudiants en Allemagne ou Autriche pour que l'enseignement supérieur ne soit pas sacrifié sur l'autel de la crise capitaliste sont des indicateurs avancés de ce qui, à une autre étape, pourrait s'engager pleinement.

Il s'agit aujourd'hui de poser les jalons, par l'intervention pratique, l'élaboration théorique, d'une politique ouvrière et révolutionnaire ouvrant une issue face à la crise.
- Rupture de la concertation, du dialogue social avec le gouvernement, ce qui ouvrirait la voie à un mouvement capable de porter un coup d'arrêt à l'offensive sans relâche du gouvernement Sarkozy-Fillon et qui pourrait déboucher sur un gouvernement du front unique des organisations issues du mouvement ouvrier (à l'opposé du syndicalisme « responsable » et « rassemblé ») dont les masses exigeraient la satisfaction de leurs revendications.
- Mise sur pied d'un plan de production et de distribution élaboré et réalisé sous contrôle ouvrier, assurant le droit au travail et permettant la satisfaction des besoins des masses en rompant avec la loi capitaliste du profit, expropriant le Capital, plan dont il appartiendrait dès aujourd'hui aux organisations syndicales ouvrières de poser les bases.

C'est plus que jamais ce cap qu'il faut tenir et défendre car il est la seule à même d'apporter les réponses dont les prolétaires, la jeunesse, ont besoin, et donc d'aider à ce que se construise un nouveau parti, le parti ouvrier, révolutionnaire, l'arme dont la classe ouvrière et tous les exploités ont besoin pour abattre le capitalisme et s'engager dans la voie du socialisme. C'est le combat que la crise du capitalisme dicte de mener dans des conditions difficiles, et que notre Groupe appelle les lecteurs de CPS à rejoindre et à relayer.

Le 22 janvier 2010

BULLETIN D'ABONNEMENT A "COMBATTRE POUR LE SOCIALISME" (10 NUMEROS: 20 €UROS)

NOM:.....PRENOM:.....

ADRESSE:.....

CODE POSTAL:.....LOCALITE:.....

Chèques à l'ordre de : A.E.P.S. - Envoyer à: A.E.P.S. – 140 boulevard de Ménilmontant – 75020 PARIS

Site web: http://socialisme.free.fr

Directeur de la publication: Olivier LESTANG Commission paritaire n°67187 - n°ISSN: 0763790X - Imprimerie spéciale

DECLARATION DU GROUPE POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE, DE L'INTERNATIONALE OUVRIERE REVOLUTIONNAIRE

Haïti a besoin de la solidarité ouvrière... pas d'une invasion impérialiste:

Non à l'occupation militaire de Haïti!

En à peine trois jours après le déclenchement du séisme qui a ravagé Haïti, plus de 10 000 marines dépêchés par Obama ont pris le contrôle de l'aéroport, des eaux territoriales et de tous les points stratégiques de l'île. La « régularisation » de cette invasion de fait, par ce qui reste de l'Etat haïtien, a eu lieu a posteriori, *« dans le hangar saisi par le sergent Chris Grove et transformé depuis en QG américain »* (*Le Monde* du 19/1). Le gouvernement d'Haïti, aujourd'hui, est assuré par la Maison Blanche.

S'agit-il pour eux d'aider les Haïtiens ? C'est Georges W.Bush qui a été choisi par Obama pour copiloter l'occupation du pays, lui dont la 1ère consigne après le passage du cyclone Katrina à la Nlle Orléans était de tirer à vue sur les « pillards ». Pour Kouchner aussi il faut *« Il faut préserver l'ordre, arrêter les pillages, garantir les propriétés »*. Les puissances impérialistes continuent d'interdire les Haïtiens de séjour, les empêchent de quitter le pays alors que les structures médicales sont débordées. A Paris, Besson a annoncé une « suspension » des expulsions vers Haïti ...pour trois mois. Quel épouvantable cynisme!

Que disent et constatent les travailleurs et la jeunesse caribéens eux-mêmes ? Réunie peu après le séisme, l'Association des Travailleurs et des Peuples de la Caraïbe, qui comprend des militants de la CATH (Centrale Autonome des Travailleurs Haïtiens), a rappelé *« que la situation actuelle du Pays HAÏTI n'est liée ni à la fatalité, ni à la malédiction mais à la surexploitation, à la soumission imposée par les puissances occidentales, notamment la France et les USA, au Peuple haïtien et à la nation haïtienne, première république noire au Monde. »* La république haïtienne est née, en 1804, de la lutte héroïque des esclaves insurgés de Saint-Domingue, ancienne colonie française. Encouragés par le souffle de la Révolution Française, l'abolition de l'esclavage en 1791, ils ont triomphé, au terme d'une guerre féroce, des troupes de Napoléon venues rétablir leur servitude.

Une dette de 750 millions de dollars maintient Haïti au rang de pays le plus pauvre de la planète. L'origine de cette « dette »? Deux siècles de pillage, de rapines et de soutien aux dictatures par les grandes puissances, commençant par le racket du pays par Charles X, en 1825, pour « dédommager » les esclavagistes français... Là est la racine du délabrement des habitations, du manque d'infrastructures, expliquant l'ampleur monstrueuse des dégâts humains provoqués par le séisme. Déjà, en 2004, le cyclone Jeanne provoquait déjà plus de 2000 morts et disparus à Haïti... contre quelques victimes à Cuba.

Washington et Paris n'ont cessé de vouloir mettre Haïti à genoux, d'intervention directe en soutien aux dictateurs sanguinaires Duvalier père et fils. En 1994, Washington intervenait pour maintenir Aristide au pouvoir... avant de le chasser, dix ans plus tard, par le même procédé. Récemment, les « casques bleus » ont réprimé les émeutes de la faim et les grèves menées pour un salaire journalier de 2 $ par jour... Sur les monceaux de cadavres qui jonchent les rues de Port au Prince, les deux principaux responsables au regard de l'Histoire de la situation dramatique de Haïti s'affrontent en un combat inégal.
L'armée d'occupation américaine marque son territoire en déroutant les avions venus de France vers la République Dominicaine (6 avions de MSF). Joyandet, ministre de la coopération d'un gouvernement Sarkozy-Fillon mis sur la touche a maugréé sur Europe 1 : « *J'espère que les choses seront précisées quant au rôle des Etats-Unis. Il s'agit d'aider Haïti, il ne s'agit pas d'occuper Haïti* ». L'armée US relaye aujourd'hui la force d'occupation de l'Onu (Minustah) pour maintenir et même renforcer l'oppression de l'île, mais aussi pour reprendre l'initiative en Amérique latine, après avoir soutenu le coup d'Etat au Honduras.

Aujourd'hui se constituent des comités de quartiers, tentant d'assurer un minimum de ravitaillement, d'hébergement, et la sécurité des habitants. Mais 'l'ordre' que vient perpétuer l'armée occupante est celui qui a été imposé depuis des décennies à la population haïtienne, celui a décuplé les conséquences du tremblement de terre.

Alors, la responsabilité des directions syndicales ouvrières, enseignantes et étudiantes (CGT, FO, FSU, UNEF...), du PS et du PCF, c'est de dénoncer cette piraterie macabre, lui opposant la solidarité ouvrière qu'il leur revient d'organiser et d'impulser, aux côtés des organisations ouvrières et populaires haïtiennes, aux côtés des comités de quartier. C'est de se prononcer :

*** Non à l'occupation : retrait des soldats US et de l'ONU ! Solidarité ouvrière, indépendante de tout gouvernement !**
*** A bas la « dette » imposée à Haïti. Les masses haïtiennes n'ont rien à payer!**
*** Liberté de circulation pour les haïtiens, ouverture des frontières, arrêt total des expulsions!**

Alors que la crise mondiale du capitalisme ne cesse de s'aggraver, l'occupation et les prises de becs entre charognards impérialistes à Haïti montrent à quel degré de pourrissement le régime capitaliste en est descendu. Misère, exploitation, militarisme, racisme et ignorance sont ses valeurs cardinales. Intervenir aux côtés des organisations ouvrières et populaires de Haïti, en dénonçant les manœuvres morbides des puissances capitalistes est une nécessité immédiate – mais elle souligne l'urgence de la construction d'une organisation ouvrière et révolutionnaire luttant pour renverser ce mode de production capitaliste failli. Discutons-en ! Prenez contact !

Les militants interviennent et informent Combattre pour le Socialisme

I. Ministère de la Culture

Motion adoptée par les personnels de la BnF réunis en Assemblée générale jeudi 10 décembre 2009 dans le hall ouest du site François Mitterrand

Adresse des agents de la BnF aux directions nationales des syndicats de la fonction publique:

Les personnels de la BnF réunis en AG le 10 décembre 2009 soutiennent l'initiative prise par les agents de la BPI de s'adresser aux directions des fédérations de la fonction publique. C'est effectivement au niveau de toute la fonction publique que doit être menée la lutte contre les suppressions de postes et pour le retrait de la RGPP.

Dans ce combat, la responsabilité des directions nationales des syndicats de la fonction publique est décisive. C'est pourquoi à leur tour les personnels de la BnF ont décidé de s'adresser à elles pour leur demander:
- de se prononcer clairement pour le retrait de la RGPP. Aucune suppression de postes!
- de refuser de participer à toute concertation dans le cadre de la mise en application de la RGPP. Il ne saurait y avoir de bonne application de la RGPP!
- et sur cette base d'organiser dans l'unité le combat de l'ensemble des travailleurs de la fonction publique contre le gouvernement et sa RGPP

100 présents au moment du vote: 80 pour, 10 contre, 10 abstentions

II. Retraites :

Motion adoptée par l'Assemblée Générale de la section d'Aix en Provence du SNADGI-CGT réunie le 11 décembre.

"le SNADGI-CGT, la fédération des finances et l'UGFF-CGT doivent se prononcer clairement pour la défense du Code des pensions, contre le passage aux retraites par points et pour que la confédération quitte sans délai la concertation sur l'instauration d'un régime de retraite par points qui se déroule dans le cadre du Conseil d'orientation des retraites. Le SNADGI, la fédération des finances et l'UGFF-CGT doivent dénoncer le mot d'ordre de maison commune des retraites comme étant contradictoire par définition avec le maintien du régime particulier de la fonction publique".

66 pour et 1 abstention

III. Enseignement - Réforme des lycées

Motion des enseignants du lycée JB Dumas (Alès) réunis en heure d'information syndicale le 7/12/09

Les enseignants du lycée JB Dumas réunis en heure d'information syndicale le 7/12/09 ont pris connaissance du projet de réforme présenté par le ministre aux organisations syndicales et considèrent qu'il est inacceptable.

Les objectifs de cette réforme ce sont:
- poursuivre et amplifier la suppression massive de poste par la réduction considérable du nombre d'heures de cours des lycéens,
- amplifier l'autonomie des établissements avec par exemple l'organisation des dédoublements ou la répartition des heures de Lv1 et Lv2 décidée localement.
- remettre en cause les statuts des personnels: nouvelles obligations de service comme le tutorat, l'orientation, l'accompagnement individualisé, donc à terme permettre la remise en cause des décrets de 1950.
- Déqualification des enseignements pour les élèves, par la baisse des contenus enseignés.
- Préparer de futures attaques contre le bac menacé comme examen national, premier grade universitaire.

En conséquence, les enseignants du lycée JB Dumas s'adressent aux directions nationales des syndicats de l'enseignement public (particulièrement du Snes FSU) et leur demandent: De se prononcer pour le retrait de ce projet de réforme. De refuser de participer au CSE du 10 décembre au cours duquel le gouvernement va présenter son projet.

(40 pour, 3 abstentions)

Motion des personnels du lycée polyvalent Raspail (Paris) réunis le 16 décembre 2009

Les personnels du lycée polyvalent Raspail réunis ce 16 décembre à l'initiative du SNES et SNUEP s'adressent aux directions des syndicats pour leur demander d'appeler en janvier à une manifestation nationale avec grève à Paris au ministère pour exiger : retrait pur et simple de la réforme des lycées.

Unanimité des 24 participants

(D'autres motions d'établissements se trouvent sur le site www.frontunique.com)

Su pplément RATP à CPS (15 janvier 2010)

Menaces majeures

- « *La réforme des retraites* » : « *2010, un rendez-vous capital* » (Sarkozy)
- Lois sur les transports ferroviaires (loi Araf) et sur le « Grand Paris » : « *La refonte complète du modèle économique de l'Entreprise est en train de s'opérer à travers ces 2 lois* » (le président de la Ratp, au conseil d'administration, le 4 décembre)

Après la défaite subie par les conducteurs de la ligne A, quelles leçons tirer ?

« *Du sang et des larmes ?* »

« *Du sang et des larmes ? En présentant à l'Elysée son grand emprunt, N. Sarkozy a discrètement énuméré, le 14 décembre, la liste des réformes de l'Etat et du système de protection sociale qu'il entend engager en 2010. La réforme des retraites aura bien lieu l'année prochaine. Et ce n'est pas tout. Le président va aussi s'attaquer aux autres sources de déficit : la santé et les collectivités locales...* »

Ces extraits du *Monde* (16/12/2009) sont brefs mais suffisamment expressifs. Les journalistes convoqués par Sarkozy ont bien fait passer son message : Lui, Sarkozy, a annoncé la nouvelle vague d'aides aux groupes capitalistes - 35 milliards d'euros à leur disposition – qui s'ajoutent aux montants gigantesques, et exonérations, déjà attribués par le budget de l'Etat (+ le budget de la sécurité sociale), le budget « de relance », le plan d'aide aux banques, *etc.* – C'est le côté pile. Eux, journalistes, devaient se charger du côté face de sa politique : un plan anti-ouvrier, encore plus brutal que les brutales contre-réformes accumulées depuis des années.

Objectif : briser les régimes de retraite

Des nouvelles attaques contre les régimes de retraite voulues par le pouvoir, on connaît au moins la profondeur. On sait que le conseil d'orientation des retraites remet, ce mois-ci, un rapport sur le passage à « *un régime en points ou en comptes notionnels* », qui instaurerait l'individualisation, la liquidation des régimes (général, particuliers), pousserait le plus loin possible la capitalisation (chaque retraité a un capital qui fond au rythme des effondrements de la Bourse et des autres « actifs financiers »)

« *C'est un défi que je lui propose (...) la mutation de la Ratp* »

C'est la mission que Sarkozy a fixée, en juin 2009, au président de la Ratp. Réélu, celui-ci a publiquement et sans réserve « signé » le « contrat d'objectif » : faire de la Ratp, « une entreprise comme les autres », comme on dit depuis des années. Il est clair qu'après France Télécom, Edf, Gdf, et, désormais, La Poste, qui devient une « société anonyme », la Ratp, ainsi que la Sncf, les 2 dernières très grandes entreprises publiques, sont, pour le pouvoir, condamnées à devenir des entreprises privées ou à s'engager pleinement dans cette voie.

L'« *obligation de service publique* » (osp) est désormais la loi. L'« ouverture à la concurrence » doit permettre aux groupes capitalistes (privés) de s'emparer, avec l'aide décisive de l'Etat, des activités qui promettent de devenir des plus juteuses dans les transports collectifs, d'abord dans la région parisienne. C'est ainsi qu'un groupe comme Veolia (en passe d'annexer par ailleurs la ci-devant entreprise publique Edf), 1er groupe mondial dans le secteur des transports collectifs, et qui convoite la place dominante dans la « région capitale », bénéficie d'appuis aussi puissants que la Caisse des dépôts (la plus ancienne institution financière de France) et aussi... la Ratp (qui l'a choisi dans l'affaire de Transdev au détriment de ...la Sncf, et qui lui est « partenaire » dans des investissements en Asie).

La position affirmée actuellement par les syndicats ne présente pour ce(s) groupe(s) pas plus de danger qu'un couteau sans lame et qui aurait perdu son manche, puisque, par exemple, la fédération Cgt des transports a demandé (dans une plaquette de juillet-août 2009) « *la création d'un pôle public national de transport public* » : voilà une « revendication » - pour reprendre une expression à la mode - tout à fait « Veolia compatible ». Au point, d'ailleurs, que Veolia s'est offert une publicité au dos de cette plaquette !

Après des années de montée progressive de restructurations, filialisations, « *externalisations* »,... et de suppressions de postes, déréglementation et remise en cause des acquis, c'est à une mise en œuvre accélérée de la « *mutation* » de la Ratp que la Direction entend procéder, à la mesure des appétits voraces des capitalistes.

Avec la constitution d'un nouveau département (Sem), prévue le 1er mars, voici la séparation historique des stations et gares d'avec les conducteurs. Une 1ère grande découpe de la Régie, exécutée en quelques semaines ! Le gouvernement a fait adopter un amendement visant à la « *séparation comptable* » des infrastructures et de l'exploitation (étape vers l'éclatement de la Ratp en 2 entreprises, comme à la Sncf). Faut-il rappeler qu'en juillet 2007, les sénateurs ont déjà déposé une proposition de loi pour diviser la Ratp en 2 sociétés de droit commun (ferré et routier) ?

Quelles qu'en soient les formes, la « *mutation* » de la Ratp a pour objectif et condition qu'il soit mis fin aux acquis, garanties statutaires, réglementaires, dont dispose encore le personnel, et qu'il soit amené au conditions de vie et de travail du « droit commun ».

****

Alors que le devoir des organisations syndicales est de préparer les travailleurs à faire bloc contre les attaques de la Direction et à prendre toute leur place dans le front qui devra être dressé contre le gouvernement pour repousser l'attaque contre les régimes de retraite, c'est un coup très dur que les

conducteurs de la ligne A viennent de subir avec la grève de 18 jours, une épreuve de force perdue face à la Direction, et indirectement, tous les conducteurs et l'ensemble du personnel en sont ébranlés.

Ligne A. Après 18 jours de grève totale

Dans *Le Figaro* du 21/12/2009, le président Mongin exultait. A la question : « *La grève dure depuis 13 jours sur le Rer A. Croyez-vous à une sortie prochaine du conflit ?* », il répondait : « *Oui.* (...) *La grève est toujours l'expression d'un rapport de force et cette fois-ci les salariés n'ont pas assez mesuré notre détermination. Je pense que le trafic va reprendre progressivement.* »

Il faut immédiatement corriger ces propos : ceux qui ont lancé les appels à la grève, défini les revendications, négocié avant et pendant, ce sont les bureaux syndicaux. Et les travailleurs ne portent aucune responsabilité.

La prétendue victoire des conducteurs de la ligne B : une imposture

Au bout des 5 jours de grève des conducteurs de la ligne B, en novembre, un canard avait circulé : « La Direction a cédé aux revendications. » La réalité est inverse : cette présentation permet d'abord de voiler le fait que la Direction a abouti à la phase finale de l'opération dite interopérabilité Ratp-Sncf, en obtenant la suppression de 16 postes et un temps de travail allongé de 20 minutes. Quant aux « +10 points obtenus lors de la dernière grève », ils avaient été proposés par la Direction... avant même le début des 5 jours de grève, comme l'avait indiqué le constat de sortie de grève, signé par le directeur du département et les représentants syndicaux Cgt, Fo et Sud. En outre, « *cette mesure de reconnaissance des spécificités de la ligne B, ligne interopérée, se fera dans le cadre d'une ambition de qualité de service qui renforce l'efficacité de l'entreprise...* », selon ce constat. Donc une prime acquise avant la grève, sous condition de productivité !

Dans quelle mesure, cet indigne bobard, propagé en particulier sur la ligne A, a-t-il semé des illusions chez certains ?

Les conducteurs de la ligne A mystifiés

Ce qu'expliquait un conducteur, le 21 décembre, dans l'assemblée de son terminus :

« Voici désormais 13+1 [le 9 novembre] jours que nous sommes en grève, à la quasi-totalité. Et les bureaux syndicaux demandent à chacun des 4 terminus de décider : poursuivre ou arrêter la grève ! Pour quel résultat ?

Cela fait longtemps que les conditions de travail sont dégradées, suite à l'augmentation de l'offre de service et au refus de la Direction d'ajuster les effectifs correspondants. A plusieurs reprises, les conducteurs ont montré qu'ils auraient été prêts à combattre, dans l'unité des organisations syndicales, sur cette claire revendication : augmentation des effectifs nécessaires pour compenser l'augmentation du service, sans toucher aux conditions de travail de chacun et à la réglementation.

C'est une position traditionnelle dans notre section, et que j'ai toujours défendue, en tant que secrétaire, en particulier, à la rentrée, quand la Direction a proposé un nouveau tableau de service.

Mais les bureaux syndicaux en ont décidé autrement : ils ont négocié et renégocié avec la Direction. La « revendication », c'est leur « revendication » : une prime de 150 euros, dont « 30 euros variables ». Ce n'est pas un rattrapage (même partiel) du pouvoir d'achat perdu – ce qui ne peut être exigé sans une mobilisation générale des personnels de la Ratp. C'est le prix d'un accord de productivité, l'application en somme du plan d'entreprise par les conducteurs de la ligne A.

Les bureaux syndicaux ont escamoté la revendication des conducteurs et ils ont lancé un mot d'ordre de « grève illimitée » pour la ligne A. Et ils ont continué à négocier avec la Direction. Ils ont tout eu entre les mains, 13 jours de grève totale ! Et pour aboutir à quel résultat ?

Il est manifeste que c'est l'exigence de la Direction - ce qu'elle appelle « l'amélioration de la régularité » - qui est au cœur des « négociations », c'est-à-dire une nouvelle aggravation de notre charge de travail, mais à un prix variable et maximum de 80 euros. »

Insérons dans cette intervention des extraits d'un mémo de la Cgt, qui nous invitait, le 22 décembre, à « *mieux comprendre le conflit sur la ligne A du Rer* ».

Etayant l'intervention du camarade, faite la veille, ce mémo souligne que, alors que les bureaux syndicaux ont mis en avant « *une revendication articulée autour de la revalorisation d'une prime existante - prime qualification pénibilité qui englobe la prime suggestion Rer* – (...), *la Direction a proposé l'articulation suivante : une prime pérenne avec une partie fixe et une partie variable.* (...) *En signe d'ouverture dans cette négociation, les 6 organisations syndicales ont accepté l'articulation proposée par la Direction...* »

Puis, « *lors de nouvelles négociations, l'idée d'une prime avec une partie fixe et une partie variable a été transformée par la Direction en une prime uniquement variable basée sur la régularité.* »

Il est donc devenu manifeste que c'est l'exigence de la Direction qui est au cœur des négociations.

Poursuivons l'intervention du camarade :

« Au moment où les personnels de la Ratp devraient être appelés par les organisations syndicales à resserrer les rangs et se préparer à faire front, dans l'unité, aux attaques les plus brutales du gouvernement – je pense d'abord aux retraites, dans quelques semaines ou quelques mois – et à celles de la Direction, voici que les bureaux syndicaux nous ont isolés des autres catégories. Y compris des conducteurs du métro; y compris des agents des gares du Rer; y compris des conducteurs de la ligne B ! Alors qu'en face, le 1er ministre et le secrétaire d'Etat aux transports encouragent la Direction de la Ratp à l'inflexibilité !

Les bureaux syndicaux nous envoient " dans le mur ". C'est leur entière responsabilité de nous sortir de cette situation. Aucunement, la nôtre ! Mais s'il se trouve quelqu'un pour se faire le porte-parole des bureaux syndicaux, alors il devra, demain, endosser les conséquences de ce mouvement.
Quant à moi, je n'ai rien à retirer de ce que j'ai déjà expliqué – avant la grève (le 28 novembre, par écrit) et dès la 1ère assemblée du terminus - : je ne m'estime en rien responsable de cette impasse, et, en conséquence, je ne voterai rien. »

Seuls face à la Direction et au gouvernement

Les dirigeants syndicaux se sont plaints que la Direction, comme diraient des gamins, ne jouait pas le jeu !
« *La Direction a eu la volonté de faire échouer cette négociation* (...). *Depuis près d'un an la Cgt n'a eu cesse d'interpeller la Direction, de* " l'alarmer " *sur la situation tant sur les conditions de travail et de reconnaissance de la qualification des conducteurs que sur les conditions de transport des usagers. Il n'y a pas d'ambiguïté sur la stratégie de la Direction qui joue depuis le début la carte du pourrissement...* » (mémo Cgt).
Quel accablant aveu ! Ainsi, informée par le « dialogue social » de l'état d'esprit des conducteurs, de leur pugnacité, la Direction a pu concentrer toute la puissance de l'entreprise, adossée aux ressources de l'Etat, préparer le dispositif antigrève. Comment cette politique des bureaux syndicaux, la maîtrise qu'ils ont eue tout au long de la « préparation » et de la conduite du mouvement, pouvaient-elles ne pas conduire à la défaite ?
Alors que *Le Monde* (25/12) expliquait : « *Rer A : pourquoi l'Elysée a choisi la fermeté* », le secrétaire général de la Cgt Métro-Rer, lui, révélait au *Monde.fr* (22/12) : « *Nous sommes, depuis l'origine du conflit, sur un terrain politique* » !
Mais, jusqu'au dernier moment, les responsables syndicaux ont voulu que les conducteurs de la ligne A - enfermés par leur politique dans une nasse, isolés - assument la responsabilité de poursuivre ou d'arrêter un mouvement, devenu sans espoir, dans le désordre, terminus par terminus.

Sarkozy : « *le gouvernement est bien heureux de dialoguer en confiance...* »

Tirant, le 1er décembre 2009, le bilan des 14 mois écoulés depuis la brutale aggravation de la crise financière, Sarkozy a rendu un vibrant hommage aux dirigeants syndicaux :
« *Je veux au point où j'en suis saluer le sens des responsabilités dont les partenaires sociaux ont fait preuve, syndicats et patronat. Franchement, dans la crise, patronat comme syndicats de salariés ont été responsables, crédibles, mesurés.* (...) *Il n'y a eu aucune démagogie des syndicats et lorsqu'il a fallu gérer des situations violentes et sensibles, le gouvernement a été bien heureux de pouvoir dialoguer en confiance avec des partenaires avec qui nous ne partageons pas naturellement tout, mais qui se sont avérés des partenaires très responsables.* »
Et avec la même fougue, le 15 janvier (« Vœux aux partenaires sociaux ») : « *J'en suis très reconnaissant aux représentants des organisations sociales...* »

Au conseil d'administration de la Ratp, les membres syndicaux « se félicitent... »

Lors de la séance du Ca le 11 septembre, le président Mongin, réélu, « *affirmant la nécessité de réaliser le Plan d'entreprise 2008-2012* » a présenté ses « *orientations stratégiques* ». S'en est suivi un « *débat stratégique* ». Rappelons que tous les participants aux séances sont soumis au « devoir de confidentialité ». Mais, nous connaissons la déclaration commune des élus Cgt, Sud, Unsa, Cfdt, Cftc et Cgc.
D'abord, les représentants syndicaux ne se sont pas opposés au règlement Osp et au projet du « Grand Paris », qui forment désormais le cadre qui autorise la liquidation de la Ratp et stimule toutes les attaques contre les personnels. Mais, plus encore, ils ont manifesté leur impatience : « *Nous étions demandeurs d'un texte sur l'application concrète du règlement Osp et nous sommes dans l'attente d'en prendre connaissance...* ». Avec cet éloge : « *Le projet de loi sur le Grand Paris reconnaît à la Ratp un rôle central dans la maîtrise d'ouvrage de la réalisation des futures dessertes et la gestion de leurs infrastructures et il faut s'en féliciter, même si l'hypothèse de recours aux financements privés n'est pas complètement écartée à ce stade...* ».
On doit le constater : la déclaration des élus vaut approbation du programme (« stratégique ») présenté par le président de la Ratp. Ils déclarent :
« ...*Cela ne signifie pas pour autant que nous devions abandonner toute ambition au delà de notre territoire historique. Dans le contexte de l'ouverture à la concurrence dès décembre 2009 des transports franciliens, cela peut permettre, en profitant des compétences acquises ailleurs, de défendre la position de l'entreprise Ratp en Ile de France. Ce développement nous permet de préserver et de développer notre capacité technique en enrichissant les savoir-faire...* »
Autrement dit, la politique du « top 5 » en 2013, concentré de la « feuille de route » fixée par Sarkozy, devrait permettre à la Ratp de maintenir sa place en Ile-de-France, ouverte depuis le 3 décembre à la concurrence, c'est-à-dire devenir plus rentable que toute autre entreprise capitaliste !

Mettre un coup d'arrêt aux défaites

L'assurance de Sarkozy – du moins, celle qu'il affiche – quand il annonce son objectif de ce qu'il appelle publiquement « *consolider notre système des retraites* » (entendre : briser) et qu'il prévient les confédérations syndicales que « *nous en arrêterons ensemble le calendrier et les modalités à l'occasion de notre réunion d'agenda social, le 15 février* » : on comprend qu'il la tient de l'autorité du conseil d'orientation des retraites qui fournit, sur commande, les avis qu'il attend. Et cette autorité, le « conseil » la tire de la participation des représentants les plus éminents des confédérations syndicales.

« Négociations-trahisons » (assemblées de grévistes, novembre 2007)

C'est au nom d'une « *intense période de concertation et des négociations dans chacune des entreprises concernées à l'automne 2007* » (ce sont les mots de Sarkozy), que les régimes spéciaux de retraites (Ratp, Sncf, Edf, Gdf) ont pu être cassés.
Les bureaux syndicaux, fédérations et confédérations, avaient refusé de se prononcer pour le retrait de la contre-réforme, d'appeler à la grève générale, demandée par maintes assemblées de grévistes, au nom de ces prétendues « négociations » ? On garde le souvenir cuisant, par exemple, de la délégation de la Cgt menée par Thibault, composée des responsables syndicaux des secteurs concernés se rendant au gouvernement (le 13 novembre) quelques heures avant le début de la grève pour « négocier ». Mais, négocier quoi ? A en juger au résultat : la fin des régimes spéciaux dans les 4 entreprises publiques !

[Contrecoup aussi de cette lutte trahie et défaite : la multiplication de lourdes sanctions, jusqu'à la révocation, qui continuent à frapper des grévistes]

Pour une orientation de défense des travailleurs

- Contre tout nouvel allongement, toute nouvelle dégradation des conditions de retraite, il faut exiger des confédérations syndicales qu'elles refusent (boycottent) « *la réunion d'agenda social 2010* » (15 février) annoncée par Sarkozy; qu'elles décident de la démission de leurs représentants au conseil d'orientation des retraites; qu'elles dénoncent ses « travaux ».
- Exiger des bureaux syndicaux de la Ratp qu'ils condamnent la déclaration des membres syndicaux du conseil d'administration, (le 11/9); qu'ils décident de la démission immédiate de leurs membres du conseil d'administration.

Une telle orientation, c'est rompre avec la Direction, préparer et engager le combat unitaire des organisations syndicales pour la défense, sur tous les terrains, des travailleurs de la Régie.
Appliquer cette orientation, c'est - pour la défense des agents des stations et des gares, contre la dislocation des départements d'exploitation - rompre immédiatement toute concertation et combattre le projet de département Sem.
Une certitude : la rupture avec la Direction la défense des personnels, il faudra l'imposer aux directions syndicales. Les travailleurs trouveront la volonté et les ressources nécessaires. Il faut y contribuer.
Les choses sont ainsi : il faut bien partir des défaites subies et en tirer les leçons. C'est pourquoi il faut se réunir, s'organiser.

La crise n'a pas reflué. Pour la classe ouvrière, cela empire. D'abord le chômage : le gouvernement prévoit qu'il va s'accroître tout au long de 2010. Autre annonce : un million de chômeurs en fin de droits, en plus, dans les prochains mois ! Appauvrissement et précarité s'étendent.
En 2008, les Etats ont dû intervenir dans l'extrême urgence pour sauver le système bancaire. Implacable aveu de la faillite du mode de production capitaliste : les Etats ont dû transformer les gigantesques dettes privées en dettes publiques. « Nationaliser les pertes privées » pour protéger la « privatisation des profits » !
Désormais ce n'est plus seulement la faillite des banques et des assurances, et celle de pans entiers de l'économie qui menacent mais les banqueroutes d'Etats eux-mêmes (Islande, Grèce...).
Ce que la crise (même, si elle s'atténuait provisoirement), et la volonté des patrons, promettent aux travailleurs et à la jeunesse, c'est la régression permanente.
Pour l'instant la pression de la crise, mais, plus encore, la politique des organisations syndicales (ainsi que les partis issus du mouvement ouvrier) jouent négativement sur l'état d'esprit des masses laborieuses.
Mais cela ne peut être sans fin ! Les travailleurs et la jeunesse réagiront pour maintenir leurs conditions d'existence. Et chaque action résolue mettra en cause les capitalistes et le gouvernement Sarkozy.
Aucune lutte ne peut aboutir sans infliger une défaite, fatale, au pouvoir; autrement dit : sans que surgisse, à un moment donné, la question d'un autre gouvernement, celui des organisations ouvrières unies - et la nécessité d'en finir avec le régime de la 5ème république, ce régime taillé sur mesure pour tout gouvernement défendant l'ordre bourgeois.

Aucune issue dans le cadre du système capitaliste

Le capitalisme, dont le moteur est la réalisation du profit, ne peut qu'inlassablement chercher à baisser le prix de la force de travail avec tout ce qui en découle. Comment éliminer la chômage, défendre le droit à la santé pour tous, à l'instruction, à une retraite décente, à des conditions normales d'existence - sans même parler d'accès à la culture et de l'épanouissement pour chacun – en préservant le régime capitaliste ?
La classe ouvrière doit briser la domination des groupes capitalistes. Un seul moyen : leur expropriation. Et cette condition nécessaire satisfaite, un gouvernement ouvrier pourra, sous le contrôle de la classe ouvrière, élaborer et mettre en œuvre un plan de production pour répondre à la satisfaction des besoins d'ensemble.
Et voici le cœur des problèmes : nous connaissons l'inestimable aide qu'apportent au pouvoir les dirigeants syndicaux à la mise en place et l'application de sa politique. La « *déclaration commune* » (5 janvier 2009) de l'ensemble des confédérations syndicales proclame que « *les seules lois du marché ne peuvent régler tous les problèmes* » - c'est le langage de ceux qui défendent le système capitaliste. Cette déclaration a été approuvée par le Ps, Pcf, Pg, Npa, *etc...* Les directions des organisations syndicales et les partis et organisations politiques d'origine ouvrière – parce que liés à la société bourgeoise - ne pourront jamais constituer un gouvernement ouvrier et s'y opposeront.

C'est pourquoi il faut construire le parti ouvrier révolutionnaire, préparant et menant le prolétariat à la conquête du pouvoir, 1er pas vers la constitution des Etats socialistes d'Europe.

Réforme des lycées, « grand emprunt » : une nouvelle étape de l'entreprise de dislocation de l'Enseignement public.

Combattre pour que les directions syndicales rompent toute concertation et organisent l'affrontement avec le gouvernement Sarkozy Fillon

Une réforme reportée il y a un an...

Il y a un an, le ministre Darcos annonçait précipitamment le report de la réforme des lycées. C'était le premier retard dans l'agenda des contre réformes du gouvernement Sarkozy Fillon qui jusqu'à présent avait été rempli de manière parfaitement conforme au plan prévu.

Pourquoi cette annonce précipitée ? La réforme Darcos avait suscité l'indignation dans les lycées et la participation des dirigeants du SNES à la commission Gaudemar de mise en œuvre de la réforme, au vu de la réaction des collègues était devenue rapidement intenable. Contraints et forcés, ils avaient du la quitter.

Dans un contexte marqué par les puissantes mobilisations de la jeunesse en Italie et en Grèce, la jeunesse lycéenne avait commencé à se mobiliser. Dans ces conditions, le gouvernement jugeait plus prudent de manœuvrer en recul. Et ce d'autant que murissait dans le même temps un puissant mouvement des enseignants chercheurs contre la liquidation de leur statut. Ce dernier s'inscrivait lui-même dans le mouvement d'ensemble du prolétariat qui se saisissant de l'appel des dirigeants syndicaux à manifester se rassemblaient à 2 millions et demi le 29 Janvier, indiquant par là leur disponibilité à combattre le gouvernement et le MEDEF.

... mais aujourd'hui le gouvernement juge qu'il a le passage...

Un an après, le gouvernement Sarkozy Fillon Chatel estime non sans quelques raisons qu'il a les moyens désormais de faire passer ses plans.

La politique des appareils syndicaux par les journées d'action à répétition, par l'association constante à tous les plans du gouvernement, et aussi les plans de licenciements dans les entreprises, a réussi à disloquer pour un temps en tout cas le potentiel de combat qui s'était manifesté avec éclat entre Janvier et Mars 2009. Dans l'enseignement même, les dirigeants syndicaux (voir *CPS* précédent) ont réussi à imposer aux enseignants chercheurs dont la mobilisation était pourtant la plus puissante depuis 1968 une amère défaite : la pulvérisation de leur statut est acquise pour le gouvernement. La contre réforme de la formation des maîtres se met en place. Elle permet dès le budget 2010 de supprimer des milliers de postes. Remarquons à ce propos que pendant que l'enseignement public est soumis à ce régime, le nombre de poste au concours à l'usage de l'enseignement privé... augmente de 130% ! La LRU s'applique : plus de la moitié des Conseils d'Université – où siègent avec constance les dirigeants syndicaux – ont adopté l'autonomie. Aujourd'hui, Sarkozy peut envisager d'aller plus loin : à savoir donner aux « *personnalités extérieures* » - les patrons - un rôle prépondérant dans la désignation des présidents d'université.

Le « grand emprunt » marque d'ailleurs une nouvelle étape majeure dans la marche à la privatisation de l'université (voir plus bas).

Mais il est vrai que dès l'annonce du report de la réforme du lycée l'an dernier, les dirigeants du SNES ont tout fait pour que le revers gouvernemental ne se transforme pas en une défaite cuisante. Ils maintenaient leur soutien aux « seize points de convergence » avec le gouvernement dont Darcos indiquait qu'ils étaient la base de la reprise des discussions sous la houlette de Descoings. De sorte que Sarkozy, à Saint Lô, en même temps qu'il faisait bastonner les manifestants par ses flics, pouvait annoncer que la réforme des lycées se ferait. Par ailleurs, avec un parfait cynisme, Darcos faisait « expérimenter » dans des dizaines d'établissements la réforme « reportée ».

Et lorsque Sarkozy lui-même annonçait les « principes » de la nouvelle réforme des lycées, Aschiéri l'a même saluée « *Les annonces du président de la république sur le lycée semblent marquées par la prudence imposée par les mobilisations de l'année dernière. Elles reprennent partiellement des demandes et des propositions dont les personnels et les jeunes étaient porteurs, comme le rééquilibrage des séries, l'importance de la voie technologique dans la démocratisation du lycée, la rénovation des STI ; et elles abandonnent en partie des choix dangereux du précédent projet de réforme* » (Début du Communiqué de presse de la FSU du 14 octobre 2009).

...pour une réforme plus destructrice encore que celle « reportée » l'an dernier

Rappeler ce communiqué à la lumière de la mouture définitive de la réforme Sarkozy Fillon Chatel illustre le degré de soumission de l'appareil de la FSU au gouvernement. Il ne s'agit pas de la part de l'appareil d'un simple aveuglement. Autant que faire se peut, et tant que cela était possible, l'appareil de la FSU - et celui du SNES dont les dirigeants sont coauteurs de ce communiqué – cherchait à camoufler la brutalité de ce qui se préparait et dont ils étaient parfaitement informés.

Il n'est plus aujourd'hui possible de tenir ce discours au vu des projets de décrets. D' abord la 'réforme', c'est la liquidation massive des heures de cours. L'écho de la pétition contresignée à ce propos par de nombreuses « personnalités » - et d'ailleurs avec des considérants dont certains sont parfaitement réactionnaires – fait qu'on a beaucoup parlé de la suppression de l'enseignement de l'histoire géographie en Terminale S. Mais ce n'est là qu'une toute petite partie de la mise en pièces des

enseignements organisée par la réforme. En seconde, Français, Histoire Géographie, Physique et Sciences de la Vie et de la Terre : tout est passé à la moulinette de la réforme. En première, ce sont les mathématiques qui disparaissent du socle commun.

Il faut insister sur le massacre des enseignements technologiques. D'abord parce que c'est par les baccalauréats technologiques que nombre d'élèves issus des milieux populaires accèdent à un diplôme et une qualification. Ensuite parce que (voir communiqué ci-dessus) la direction du SNES s'est targué pendant des mois des reculs du gouvernement à cet égard et de la « préservation » de la voie technologique.

Qu'en est- il ? La voie industrielle est massacrée : aux baccalauréats technologiques industriels, la réforme substitue des « champs technologiques » ne correspondant à aucune qualification réelle (exemple : « énergie et développement durable »). Les ateliers doivent disparaître, trop couteux. Place à la simulation par ordinateur.

Quant à la voie technologique tertiaire, prenons un exemple : la filière sciences et techniques sanitaires et sociales, qui fournit le gros du contingent des infirmiers et infirmières. L'option correspondante en seconde avait un horaire de 3 heures ; il passe … à 45 minutes. Vous disiez : « préservation de la voie technologique » ?

Là encore, les dirigeants syndicaux savaient parfaitement ce qu'il en était. Les bacs technologiques sont appelés à se fondre dans les bacs pros passés à trois ans. Et ces derniers devraient être de plus en plus préparés par l'apprentissage, que le « grand emprunt » vient de décider d'arroser de centaines de millions d'euros au moment où suppressions de poste et de sections pleuvent en rafale dans les Lycées Professionnels. Bref ! Tout ce qui s'apparente à une formation professionnelle et technologique doit passer sous le contrôle direct du patronat : voilà le programme du gouvernement, parfaitement connu de tous.

Une dimension essentielle de la contre réforme : l' « autonomie » des établissements (collèges et lycées)

Mais la réforme ne se réduit pas à des suppressions massives d'heures de cours, véritable entreprise de déscolarisation. Une de ses dimensions essentielles tient à la mise en place de l' « autonomie des établissements ». Elle est déjà contenue dans la mise en place de l' « accompagnement personnalisé » du lycéen. Ce sont les établissements qui décideront de manière « autonome » qui sera accompagné et comment. Cet « accompagnement personnalisé » - dont la direction du SNES approuve le principe - est un véritable explosif contre le statut. D'abord, il piétine la qualification disciplinaire des enseignants, « accompagnateurs » et « orientateurs » (exit les Copsy). L'«accompagnement personnalisé » est par ailleurs directement dressé contre les dédoublements. Ceux ci ne sont désormais plus précisés par les textes ministériels autrement dit ils ont cessé d'être des droits pour les élèves comme pour les enseignants. Ils sont répartis dans le cadre d'une enveloppe globale – et restreinte – par le chef d'établissement sur proposition du « conseil pédagogique ». Il faut insister sur le rôle de ce dernier. Cette instance, instaurée par la loi Fillon, était confiné jusqu'ici, à cause de la résistance des professeurs, à un rôle souvent restreint, loin des ambitions de la réforme Fillon qui visait dès le départ à en faire dans chaque établissement une hiérarchie intermédiaire composée des véritables caporaux de la politique gouvernementale. La réforme des lycées vise à faire en sorte que les conseils pédagogiques remplissent enfin la fonction qui leur a été assignée. Notons là encore que les dirigeants du SNES loin de rejeter totalement leur mise en place demandent que les dits Conseils soient élus par les collègues, comme si une telle élection changeait quoique ce soit à la perversité d'une telle instance !

Par le décret faisant des établissements du secondaire des « établissements publics locaux d'enseignement » (EPLE), la réforme des lycées n'est pas seulement une réforme des lycées : elles concernent tous les établissements du second degré. Mieux même, elle s'inscrit dans une chaîne dont le premier maillon est la LRU qui instaure l' « autonomie » des universités et le dernier maillon le décret regroupant les écoles primaires en EPEP : ce dernier dont le gouvernement avait du reporter la parution l'an dernier est désormais immédiatement à l'ordre du jour agrémenté d'une réforme du statut de directeur d'école transformant ce dernier en véritable fonctionnaire d'autorité. A tous les niveaux du système scolaire, le mot « autonomie » revêt le même sens : pulvérisation des programmes nationaux et des statuts nationaux, mise en concurrence des établissements, mise sous tutelle du corps enseignant.

Copé (président du groupe UMP à l'Assemblée) annonce la couleur

Il ne faut d'ailleurs pas s'y tromper : les mesures d'autonomie comprises dans la contre réforme ont un caractère transitoire. Car l'objectif est d'aller beaucoup plus loin. Le journal du SNES, *l'US*, rend compte du colloque du 15 Octobre, convoqué par le ministère et regroupant les « cadres supérieurs » de l'Education Nationale. Celui-ci a tracé la prochaine étape : faire dépendre la carrière des enseignants de la seule évaluation des chefs d'établissements (supprimer la note pédagogique), les rendre maîtres de 20% des moyens horaires. Mais dans le *Monde de l'Education* du 16 décembre, Copé est bien plus explicite encore :

Copé : « Il faut que chaque lycée, chaque collège se développe autour d'un projet et évidemment d'une équipe » Question : « Ce qui induit que le chef d'établissement puisse choisir ses enseignants ? » Copé : « Evidemment. Notre système d'affectation, qui est un mixte entre des points calculés par un ordinateur et des décisions syndicales ne permet pas de développer de véritables équipes pédagogiques (...) Il faut que le ministère de l'Education gère mieux les ressources humaines en s'appuyant sur ces hommes clés que sont les chefs d'établissement. »

Question : « Vous voulez les transformer en patrons d'entreprise ? » Copé : « Pourquoi en patrons d'entreprise ? Il suffit de s'inspirer de la fonction publique territoriale : des concours nationaux avec des recrutements locaux... Il me paraît normal qu'un chef d'établissement puisse constituer son équipe. »

On le voit : l'enjeu n'est plus ni moins que de sortir les enseignants de la Fonction Publique d'Etat. C'est à l'aune de cet enjeu qu'il faut juger de l'orientation des directions syndicales durant les dernières semaines.

Derrière les cris de protestation de la direction du SNES

Assez rapidement, la direction du SNES, celle de la FSU se sont rendus compte qu'il était impossible de tenir sur l'orientation initiale : celle qui prétendait dans le premier communiqué qu' « *elles* (les mesures du gouvernement) *reprennent partiellement des demandes et des propositions dont les personnels et les jeunes étaient porteurs, comme le rééquilibrage des séries, l'importance de la voie technologique dans la démocratisation du lycée, la rénovation des STI ; et elles abandonnent en partie des choix dangereux du précédent projet de réforme* ».

La direction du SNES devait donc changer de ton, insensiblement et par petites touches. Les mots d'ordre de la grève du 24 Novembre ne disaient mot de la réforme gouvernementale. Elle était appelée *« pour une réforme ambitieuse du lycée et un collège de la réussite pour tous »*. Le 8 décembre, une « lettre pétition » était initiée par l'ensemble des directions syndicales (sauf le SGEN et l'UNSA). Elle évite soigneusement de formuler clairement le mot d'ordre de retrait de la réforme : *« Nous vous demandons solennellement de renoncer à ce projet, de reprendre les discussions sur d'autres bases, et de poursuivre celles sur les séries STI STL »*. Or si on demande de continuer de discuter sur les séries STI STL (alors même que la « réforme » des séries technologiques est une pièce maîtresse de l'ensemble), on s'inscrit en réalité intégralement dans la discussion sur cette réforme.

Notons à ce propos la place particulière occupée par FO Lycées et Collèges – dirigé par les militants du POI – qui se sont fendus d'un communiqué pour s'indigner... d'être écartés de la concertation !

En réalité en demandant que se poursuive la concertation, les dirigeants syndicaux jouaient exactement le rôle que le gouvernement attendait d'eux. C'est le scénario qui a conduit à l'adoption des décrets sur la formation des maîtres (voir CPS n° 38) : les dirigeants de la FSU et du SNES réclamaient « l'abandon » de la réforme de la formation des maîtres dont ils négociaient jusqu'aux menus détails au ministère !

La participation au Conseil Supérieur de l'Education le 10 décembre des dirigeants du SNES et de la FSU (pour ne rien dire du SGEN et de l'UNSA qui, eux approuvent ouvertement la réforme) fut une nouvelle manifestation du lien maintenu avec le gouvernement. Dans ce cadre, le fait que les dirigeants du SNES, de la FSU aient voté « contre » les projets de décrets ne change absolument rien. Le discours liminaire d'Aschiéri au sein du CSE montre d'ailleurs à l'évidence qu'il ne s'agit certes pas de faire la guerre au gouvernement :

« Pour ne pas rater l'occasion d'une vraie réforme dans l'intérêt des jeunes, je vous demande donc de renoncer à présenter cet ensemble de textes au CSE du 10 décembre et je vous appelle à reprendre les discussions sur d'autres bases. ».

« Pour ne pas rater l'occasion d'une vraie réforme... » : Aschiéri pose en conseiller es – réformes du gouvernement !

Quelques manifestations lycéennes se développent alors dans l'Aube en guise de « comité d'accueil » à Fillon ou quelques jours avant les congés de Noël dans le Sud Ouest, particulièrement dans le Pays Basque. Manifestations qui se sont tenues à l'encontre du soutien « officiel » au gouvernement de certains appareils lycéens à prétention « syndical » en particulier l'UNL, et du soutien au gouvernement de la principale fédération de parents d'élèves : la FCPE. Constatons simplement que de telles initiatives restent à ce stade limitées.

La participation constante des dirigeants syndicaux à la concertation, la faiblesse jusqu'à ce jour des mobilisations dans la jeunesse entravée de mille manières : c'est cette situation qui donne à Chatel au soir du CSE cette suffisance et cette arrogance : *« Je ne reculerai sur rien »*.

Un dispositif d' « actions » en janvier qui est un dispositif de dislocation

Il est pourtant hors de doute que chez les enseignants, dans la jeunesse, les forces existent pour le faire reculer sur tout. Mais ce n'est possible qu'en surmontant le dispositif d' « actions » des appareils syndicaux parfaitement agencé... pour faire passer la réforme. Qu'on en juge !

Le 21 Janvier, CGT, Solidaires, et FSU appelle à *« construire un temps fort de grèves et de manifestations »*. Depuis, s'y est joint l'UNSA. Comme chacun sait s'agissant de grèves, le pluriel s'oppose au singulier. L'appel à des grèves, ce n'est même pas l'appel à la grève, fut elle de 24 heures. Et l'appel à des manifestations (locales) s'oppose à toute centralisation du mouvement. Dans le corps de revendications, il y a tout ce que les dirigeants se sont ingéniés à laisser passer au moment décisif. Par exemple, aujourd'hui, ils parlent d'abrogation de la loi mobilité (alors qu'ils ont tranquillement laissé voter la majorité UMP à l'Assemblée Nationale). Aujourd'hui, ils demandent de *« revenir sur les suppressions de poste au budget 2010 »*. Qu'ont-ils fait au moment où le parlement en discutait ? Quant à la RGPP, l'appel l'évoque sans en demander l'annulation. Or elle rentre depuis le 1er Janvier dans sa deuxième phase, tout aussi meurtrière que la première avec une nouvelle fusion au plan départemental et régional des services ministériels accompagnée de mutualisation des services, suppressions de postes etc.

S'agissant de la RGPP, l'éditorial de ce numéro rappelle comment la brèche ouverte par les travailleurs du ministère de la culture au Centre Georges Pompidou - en se mettant en grève illimitée contre la suppression d'un poste sur deux départs à la retraite – a été vite fermée par les appareils syndicaux, se situant sur le terrain de demander « l'exception culturelle » à la RGPP. Dans ces conditions, les communiqués de« solidarité » des fédérations de fonctionnaires – FSU comprise – s'apparentent au baiser de Judas. Ils portent la responsabilité de la défaite encaissée par les grévistes.

Pour en revenir à l'enseignement, la journée d'action du 21 invite le *« gouvernement à revenir sur les réformes régressives »* (et à maintenir, sans doute, les réformes progressives ?). Il ne faut pas s'y tromper : ne pas nommer les réformes par leur nom constitue un raffinement dans l'art d'éviter tout affrontement avec le gouvernement. Moyennant quoi, l'UNSA qui soutient totalement la réforme des lycées peut bien appeler à la grève du 21 !
Après le 21, le 30. Comme souvent dans le passé, la direction de la FSU appelle à une manifestation nationale... un samedi après midi. Le gouvernement peut dormir sur ses deux oreilles. Pas de risque d'être confronté aux manifestants, puisque le samedi après midi, les ministères sont vides.

Complément indispensable de ce dispositif d' « actions », le maintien plus que jamais de la concertation. La direction du SNES pousse de hauts cris contre la réforme. Mais que trouve t- on dans l'US du 29 décembre, en dehors de la kyrielle de « rendez vous de lutte » (au diable l'avarice, un « préavis de grève court sur tout le mois de Janvier !) : *« Multiplication de réunions avec les parents et les lycéens, assemblées générales des personnels, investissement de toutes les réunions – notamment les journées banalisées sur la réforme des lycées (...) toutes les occasions doivent être saisies. »*. On a bien lu : les dirigeants du SNES invitent les enseignants à « investir les journées banalisées » organisées par Chatel dans les établissements, journées banalisées dont celui-ci a clairement indiqué l'objectif : faire en sorte que les enseignants *« s'approprient la réforme »*. Par cette invitation, les dirigeants du SNES donnent la mesure véritable de leur « opposition » à la réforme !

Le « grand emprunt » : une étape décisive dans la privatisation de l'université, dans la liquidation de l'enseignement technique public... avec l'aval des dirigeants syndicaux

S'agissant du grand emprunt, les dirigeants syndicaux ne font même pas semblant de s'y opposer. Voilà ce qu'en dit la direction du SNESup. :
« Le plan Campus catalysé par le « grand emprunt », extrêmement sélectif et opaque, poursuit le remodelage du tissu universitaire qui vise à fusionner quelques établissements situés dans les grandes villes ou en Île de France et à reléguer les universités de proximité - si elles subsistent - à de simples collèges universitaires cantonnés à un cycle Licence appauvri, déconnecté de la recherche. Les mastodontes ainsi projetés, privés de vie démocratique et collégiale cèdent aux sirènes de la concurrence et concrétisent le développement d'universités à deux vitesses. A l'opposé de la volonté affichée de rapprochement entre universités et grandes écoles, le gouvernement creuse le fossé entravant les coopérations entre ces établissements et ne combat pas réellement la ségrégation sociale des élèves et la sélection des étudiants qui encouragent la reproduction des élites. ».

Le moins qu'on puisse dire, c'est que la critique est extrêmement modérée. Mais l'essentiel est oublié : à savoir le grand emprunt est un levier essentiel de la privatisation des universités. Non seulement parce que le financement devra être mixte par le biais de « fondations » intégrant des fonds privés patronaux, selon le modèle qui prévaut outre atlantique. Mais encore parce que ces fonds doivent impérativement être placés, l'université ne pouvant utiliser que les intérêts de ce capital. Cela signifie que l'université doit se comporter comme un fonds d'investissement, les dirigeants syndicaux devant dans les Conseils d'Université choisir les « bons » investissements, susceptibles d'offrir les meilleurs gains.

La direction du SNCS - FSU (syndicat de la recherche scientifique) est un peu plus explicite :
« En d'autres termes, les 500 millions de revenus de l'emprunt vont être distribués au travers d'Agences et de Fondations, tandis que la même somme sera prélevée sur les établissements et l'emploi scientifique statutaire, permettant ainsi de rembourser les marchés. L'emprunt n'est donc qu'un instrument supplémentaire dont le gouvernement se dote pour démolir le service public de recherche. ».
En effet, chaque centime consacré au grand emprunt sera soustrait au budget « ordinaire » de la Fonction Publique.
Mais de cette analyse, elle « oublie » d'en tirer la moindre conclusion : à savoir de formuler le mot d'ordre : « A bas le grand emprunt ! », mot d'ordre qui pourrait trouver une concrétisation très rapide compte tenu du fait que celui-ci fera nécessairement l'objet d'un vote à l'Assemblée.

Mais le silence des uns et l' « oubli » des autres ont leur raison d'être. C'est en collaboration avec les dirigeants syndicaux – dans les Conseils d'Université, dans les instances de participation au niveau de la recherche que doit être « déclinée » la mise en œuvre du dit grand emprunt. Exiger l'annulation du grand emprunt, cela poserait la question de la rupture immédiate de la participation, de la démission des représentants des appareils syndicaux de toutes les instances de participation à l'Université comme dans les organismes de recherche. Et voilà pourquoi, dirigeants du SNESup, du SNCS et bien entendu de la FSU évitent soigneusement de formuler un tel mot d'ordre. Et avec eux tous les appareils : ceux de la CGT, de FO et aussi les dirigeants des partis issus du mouvement ouvrier, en premier lieu du PS qui n'en conteste que *« les modalités »* (Didier Migaud).

Congrès de la FSU : l'avenir de la fédération et de ses syndicats nationaux en péril

C'est dans ce contexte que se tiendra durant la première semaine de février le congrès national de la FSU. Le bilan de la direction depuis le dernier congrès (Janvier 2007), c'est un bilan impressionnant ... de défaites : LRU, réforme du primaire, réforme des LP, liquidation du statut des enseignants chercheurs, contre réforme de la formation des maîtres, démantèlement des organismes publics de recherche, destructions massives de postes à travers les budgets 2008, 2009, 2010: tout est passé !

Dans le même temps, par un coup de force dans la fédération, la direction de la FSU est engagée dans un cours qui mène à la destruction de la fédération.
Depuis de nombreuses années, l'existence d'une fédération qui sans prétendre occuper la place qu'occupait la FEN en est une descendante pose problème pour l'appareil dirigeant de la fédération. Car celui-ci a été écarté de la table principale de la concertation avec les gouvernements successifs : il doit se contenter de picorer des miettes dans l'arrière cuisine enseignante. D'où la tentative avortée de rompre avec son passé de fédération enseignante, de constituer une fédération fonction publique, voir une confédération pour pouvoir enfin s'asseoir à la table des grands. Ces tentatives ont toutes misérablement échoué. L'appareil a donc décidé de procéder autrement dans le même but. D'autant que l'accord représentativité qui conditionne la reconnaissance des syndicats, et donc les moyens à l'appareil de ces syndicats à un score minimale aux élections professionnelles est un accélérateur. Il s'agirait donc d'acter que (F.Rollet, dirigeante du SNES, dixit) : *« L'autonomie a vécu »*, et qu'il s'agirait de négocier une place dans l'appareil CGT.

D'ailleurs une des fonctions de la manifestation nationale du 30 janvier, à laquelle appelle aussi la CGT éducation, est de servir de point d'appui à cette manœuvre.

Or, le récent congrès CGT a été marqué par une offensive sans précédent de l'appareil contre l'existence des fédérations, et des syndicats nationaux (cf. le précédent numéro de *CPS)*. Le document « ad hoc » qui préparait ce congrès expliquait lui que les conventions collectives, les statuts nationaux (comme ceux de la Fonction Publique) doivent cesser d'être considérés comme des « forteresses ». Par ailleurs, Thibault a clairement indiqué qu'à la CGT « il n'y avait pas, il n'y aurait pas de tendances ».
Autrement dit, l'absorption de la FSU par la CGT serait une étape vers la destruction des syndicats nationaux, en faisant disparaître cet archaïsme que constitue pour les dirigeants le droit de tendance, reste de démocratie ouvrière désormais insupportable pour l'appareil dirigeant. Il s'agit donc d'une entreprise totalement réactionnaire, d'une volonté d'adapter plus profondément encore les syndicats à la survie du capitalisme en crise et en aucun cas d'une étape vers la réunification syndicale. Le succès d'une telle entreprise serait en fait le parachèvement de ce que les dirigeants de l'actuelle FSU et de l'actuel SE UNSA ont réalisé il y a près de vingt ans à savoir la destruction de la FEN.

Naturellement, le congrès de la FSU ne peut que poser des jalons dans cette direction. L'affaire ne se fera pas en quelques semaines, comme le disent les dirigeants eux même. Car les résistances, y compris dans certains secteurs de l'appareil seront nombreuses.

Quel combat mener ?

Le combat en défense des syndicats – contre l'appareil dirigeant – est inséparable du combat pour que soit infligé un coup d'arrêt à l'offensive destructrice du gouvernement Sarkozy Fillon. Sur la réforme des lycées, tant qu'il existe une possibilité de mettre en échec le gouvernement, le terrain ne peut être abandonné. De manière pratique, cela signifie combattre pour que les directions syndicales – en premier lieu celle du SNES se prononcent pour le retrait pur et simple de la « réforme », rompent toute discussion avec le gouvernement, appelle les enseignants à boycotter les « journées banalisées » organisées par le ministre ; et qu'à partir de là ils organisent un véritable affrontement avec le gouvernement Sarkozy Fillon : pas une promenade à Paris, mais une vraie manifestation de toute la profession à laquelle serait conviée la jeunesse lycéenne au siège du pouvoir au moment où celui-ci peut être saisi (donc évidemment en semaine avec appel à la grève).

Au moment où nous bouclons cet article, nul ne peut dire ce que sera la situation au moment où s'ouvrira le congrès national de la FSU. Mais il existe une certitude : l'offensive gouvernementale est sans fin.

Derrière la réforme des lycées, se profile la réforme du primaire avec les EPEP. Et pour tous les travailleurs, donc aussi le corps enseignant, la nouvelle contre réforme des retraites. Par leur bataille militante, les militants révolutionnaires ont conquis le droit d'intervenir à la tribune du congrès national de la FSU : le courant Front Unique, dans un contexte pourtant défavorable a même légèrement progressé. Au congrès de la FSU ses militants se saisiront de cette tribune pour mener au compte de tout le prolétariat le combat pour que les dirigeants syndicaux se prononcent pour la défense des acquis en matière de retraites : défense de l'âge légale de départ en retraite, défense du code des pensions. Ils combattront dans ce but pour que les dirigeants refusent de participer à la concertation annoncée par Sarkozy Fillon et quittent le COR (Conseil d'Orientation des Retraites). Ils combattront contre la destruction de la FSU. Ils contribueront ainsi au regroupement d'une force politique sur la ligne de la rupture avec la bourgeoisie et le gouvernement et par là même au combat pour la construction du Parti Ouvrier Révolutionnaire.

Le 14 janvier 2010

Face à l'imposture écologique :

Contre la destruction de la planète par le capitalisme, une seule issue, le combat pour le socialisme

Pour « sauver la planète », les travailleurs payent...

En septembre 2009, Sarkozy a confirmé l'instauration en janvier 2010 d'une taxe carbone[1]. Cette taxe est le fruit des travaux d'une commission présidée par Rocard.
Bien que décrépi, le « petit singe » garde le cap. Il faut rappeler que c'est son gouvernement qui a instauré la CSG, coup décisif porté contre la Sécurité sociale en ouvrant la porte à la substitution des cotisations ouvrières par l'impôt. La taxe carbone faisait partie des propositions de la charte que Nicolas Hulot, homme sandwich de grands pollueurs de la planète tel Rhodia (ex Rhône Poulenc), EDF, Bouygues, la société des Autoroutes du Sud de la France et l'Oréal, promoteur de la marque « écologique » Ushuaia de TF1, (et qui a été attribuée à un 4X4 produit par Volkswagen !), avait soumises aux candidats à l'élection présidentielle en 2007. Il est opportun de rappeler qu'alors Sarkozy, Bayrou, Royal et Buffet ont signé cette charte. En décembre 2009, l'INSEE a publié une étude sur l'impact de cette nouvelle taxe. Elle devrait permettre de prélever 2,7 milliards d'euros d'impôts supplémentaire et entraîner au premier semestre 2010 une hausse des prix de 0,3 % (dans le même temps la réforme de la taxe professionnelle va diminuer en 2010 de 11,7 milliards d'euros les impôts payés par les patrons).

Sous prétexte qu'ils sont déjà soumis à des quotas d'émission, qui leur ont été délivrés gratuitement, les plus grands pollueurs (industries pétrolières et chimiques, cimenteries, aciéries, etc.) sont exemptés jusqu'en 2013 pour près de 1100 installations industrielles. C'est aussi le cas pour les producteurs d'électricité et les transporteurs aériens. D'autres professions comme celle du transport routier ont obtenu que l'Etat prenne en charge une partie significative de cette taxe. La taxe carbone, dont l'instauration a été volontairement médiatisée, s'inscrit déjà dans la multitude des impôts résultant de la « fiscalité écologique » que supportent ou vont devoir supporter pour l'essentiel les travailleurs (écopastilles, écoredevances sur les appareils électriques, taxe climat-énergie etc.). Pour une fois on peut citer l'une des formules lapidaires de Claude Allègre : la taxe carbone c'est *« les riches en auto, les pauvres en vélo »* (*Le Parisien* du *23/08/2009).*

[1] **[ndlr : le conseil constitutionnel a invalidé la mise en œuvre de la taxe carbone le 29/12/2009. Mais cela ne change rien au fond de l'affaire. Cf l'éditorial de ce n°].*

...parce qu'ils sont « coupables »

Les travailleurs devraient payer parce qu'ils sont « coupables » du fait de leur mode de consommation. L'église catholique s'est évidemment emparé de ce thème, comme en témoigne le sermon de Benoît XVI lors de sa messe de Noël, appelant les fidèles *« à préserver l'environnement »*. Ont été édictés un huitième péché capital, *« la pollution »*, et un onzième commandement *« Tu ne pollueras point »*. A juste titre, certains se demandent si l'on n'assiste pas à l'avènement d'un nouveau culte « le développement durable ».

Dans les semaines qui ont précédé la tenue du sommet de Copenhague, le matraquage des médias a été intensif. Il suffit de reprendre deux titres récents du journal *Le Monde.* Le premier, le 19/11/2009 : *« Le poids de la natalité menacerait le climat »*.Le journal fait état sans abuser de commentaires des propositions du Fond des nations unies pour la population (Fnuap). L'une des pistes pour pallier au *« péril climatique »* serait de mettre à l'ordre du jour un vaste programme en faveur de la contraception. Sans nuance, il s'agit de donner crédit à la théorie du pasteur anglican Malthus (1766-1834), ce *« babouin »*, selon Marx, lequel qualifiait avec Engels cette théorie comme *« une infâme, une abjecte doctrine, un blasphème hideux contre la nature et l'humanité »*, cette théorie qui prônait (déjà !) une politique active de *« réduction de la population et de la consommation »* car pour lui la pauvreté résultait de l'excès de population.
Le même journal titre le 23/12/2009 *« Manger moins de viande pour sauver la planète ? »*. L'on peut y lire que de savants professeurs Nimbus ont calculé que *« Un repas avec viande et produits laitiers équivaut, en émission de gaz a effet de serre, à 4758 km parcourus en voiture contre 629 km pour un repas sans produits carnés ni laitiers »* du fait les émissions de méthane par les troupeaux et de leur consommation en aliments. Au sommet de Copenhague un appel a été lancé par Paul McCartney, soutenu, entre autres, par le sinistre député Vert Yves Cochet, à ne plus consommer de viande qu'un jour par semaine. Une fois de plus, les travailleurs seraient tous responsables et devraient réduire leur consommation (et comment feront le milliard d'être humains, au bas mot, qui souffrent dans le monde de malnutrition !).

Critique de la consommation des masses, surtout pas de la production capitaliste qui pourtant façonne le monde : chez ces gens-là, il ne serait être question de s'en prendre directement aux trusts de l'agroalimentaire qui organisent systématiquement la destruction des surfaces destinées à l'agriculture vivrière, expulsant de leurs terres des centaines de millions de paysans pauvres, pour y substituer des pâturages et des cultures fourragères (un exemple : selon la FAO, 70% des terres autrefois boisées

d'Amérique du Sud sont aujourd'hui consacrées à l'élevage).

Au nom du « développement durable », à tous les niveaux, les masses laborieuses sont soumises à une propagande intensive destinée à les « responsabiliser » voire à les culpabiliser : l'humanité toute entière est accusée de sacrifier la planète à sa voracité en matière de consommation. On assiste à un pilonnage incessant incitant à moins consommer ou à consommer « durablement », la responsabilité de chacun étant de contribuer à sauver la planète pour les générations futures. Inéluctablement, pas une seule grande entreprise, pas une seule collectivité territoriale, des régions aux grandes communes, pas une seule administration publique qui n'aura pas publié sa charte, son « agenda » ou son rapport développement durable (c'est même une « obligation » pour certaines entreprises cotées en bourse depuis l'adoption de la loi sur les « nouvelles régulations économiques (NRE)) votée en mars 2001 !).
Sous des formes variées, l'enseignement du « développement durable » devient une matière au programme dés l'école primaire. Les travailleurs et la jeunesse sont ainsi incités à s'associer à la mise en œuvre d' « engagements » qui, tant au sein des entreprises que des administrations, concourent le plus souvent à la réalisation d'objectifs de réduction des coûts, de réorganisation et d'augmentation de la productivité... et autant d'incitation à la modération en termes de salaires !

L' « intérêt supérieur » de la sauvegarde de la planète devrait contribuer à effacer la frontière de classe entre les patrons et les salariés, tous unis dans une même quête.

Le « développement durable » : une idéologie réactionnaire

Aux origines de la nouvelle religion du « développement durable », le Club de Rome fondé en 1968 à l'initiative d'industriels italiens et sponsorisé par la Fondation Agnelli, le propriétaire du groupe Fiat. A l'initiative du Club de Rome, un premier rapport, produit par un groupe d'une trentaine d'experts « indépendants », est publié en 1972. Son titre résume le programme : *« Halte à la croissance ? Rapport sur les limites de la croissance »*. C'est alors la fin de la période des trente glorieuses et ce rapport arrive à point nommé. Les capitalistes sont alors confrontés à une baisse générale du taux de profit qui annonce les crises des années 1970. En stigmatisant les modes de consommation des pays occidentaux comme incompatibles avec la survie de la planète (les « experts » annonçaient l'épuisement des énergies fossiles, gaz et pétrole, pour la fin du XXe siècle !) ils expliquaient *« La planète n'est pas assez vaste et ses ressources ne sont pas suffisantes pour tolérer plus longtemps le comportement égocentrique de ses habitants »*. Ce premier rapport prône implicitement en fait la remise en cause de tous les acquis sociaux arrachés par la classe ouvrière après la seconde guerre mondiale. Par la suite, le Club de Rome produira une série de rapports dont il faut signaler le contenu car ils constituent la Genèse pour les partisans de la décroissance et de l'écologie politique. A titre d'exemple, le rapport intitulé *« Questions de survie. La révolution mondiale a commencé »*, publié en 1991, déplore que *« la contradiction est de plus en plus évidente entre certaines urgences et les procédures démocratiques fondées sur le dialogue – débat parlementaire, discussions publiques et négociations avec les syndicats ouvriers et patronaux »* pour ensuite fustiger *« le matérialisme, le laxisme sexuel...et vanter l'identité ethnique, la communauté, la cellule familiale, les vertus féminines... »* (cité de Jean Jacob, *Histoire de l'Ecologie politique* »).

En 1972, se tient la conférence des Nations unies baptisée *« Une seule terre »* appelant le monde à mieux protéger la nature et aboutissant à la création du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). Il s'ensuivra toute une série de rapports et de conférences centrés sur les questions de l'environnement. Les termes de « développement durable » voient le jour en 1980 dans un rapport intitulé *« La stratégie de la conservation mondiale »* publié conjointement par le PNUE et deux ONG (Organisation non gouvernementale), l'UICN (Union internationale de conservation de la nature) et le WWF (World Wildlife Fund, devenu aujourd'hui World Wide Fund for Nature, fondée en 1961 par le trust pharmaceutique Hoffman-Laroche). En 1987, est publié, sous l'égide de l'ONU, le rapport du PNUE *« Notre avenir »* (dit rapport Brundtland) qui est considéré comme le texte fondateur du « développement durable ». La nouvelle religion est née.
En 1988 est constitué par le PNUE le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). En réalité la question du climat va remettre à l'ordre du jour les analyses du réactionnaire Club de Rome. Sous prétexte de mesures écologiques, sont multipliées les attaques contre les travailleurs telles celles résultant de la « fiscalité verte » ou celles destinées à modifier les « modes de consommation », c'est-à-dire à réduire par exemple les dépenses de santé... C'est sous le signe du « développement durable » que se tiendront tous les « sommets » de la conférence de Rio de Janeiro en 1992 (dit « le sommet de la terre », dans une ville encerclée de favelas !) à celui de Copenhague en 2009 en passant par la conférence de Kyoto en 1997, qui donne lieu à la signature d'un protocole sur la réduction des gaz à effet de serre, que mettra en œuvre l'Union Européenne qu'à partir de 2005, et par celui de Johannesburg en 2002 (encerclée de townships).
Selon la définition de la commission mondiale sur l'environnement (rapport Brundtland de 1987) le concept de « développement durable » a été consacré au sommet de Rio de 1992. Ce concept issu des représentants du capital a bien vite été mis en vogue par les écologistes et les partis contre-révolutionnaires sociodémocrates et « radicaux ». Il veut tresser le filet idéologique de la collaboration de classes « planétaire ». Le « développement durable » se caractérise par ses trois piliers : social dit équitable, économique dit viable, écologique dit vivable, qu'il veut concilier. Le rapport du sénateur Marcel Deneux *(L'évaluation de l'ampleur des*

changements climatiques, de leurs causes et de leur impact prévisible sur la géographie de la France à l'horizon 2025, 2050 et 2100) précise avec un certain humour : *« De prime abord, le concept de "développement durable" peut rallier à peu près tous les suffrages, à condition souvent de ne pas recevoir de contenu trop explicite ; certains retenant surtout de cette expression le premier mot « développement », entendant par là que le développement tel que mené jusqu'alors doit se poursuivre et s'amplifier ; et, de plus, durablement ; d'autres percevant dans l'adjectif « durable » la remise en cause des excès du développement actuel, à savoir, l'épuisement des ressources naturelles, la pollution, les émissions incontrôlées de gaz à effet de serre... ».*

Ainsi, le concept de « développement durable » est une production idéologique réactionnaire élaborée par les cercles du grand capital et par l'officine à son service qu'est l'ONU. A la crise du mode de production capitaliste il s'agit de substituer la crise « écologique ». Ce n'est pas le mode de production capitaliste qui est responsable des dégâts irréversibles que subit la planète mais l'activité humaine en général. Le mode de production capitaliste et la propriété privée des moyens de production ne sont en aucun remis en cause, bien au contraire. Sous couvert de « développement durable » la *« responsabilité sociale des entreprises »* et la *« bonne gouvernance des entreprises »* font l'objet de multiples colloques, publications et normes internationales. Dans cette affaire il convient de souligner le rôle joué par les grands « prêtres » des ONG car la presse leur a attribué une grande place de « trouble fête » à l'occasion du sommet de Copenhague. Après le droit d'ingérence humanitaire, voilà qu'elles promeuvent le droit d'ingérence écologique. Depuis trois décennies, ce type de droit d'ingérence, sous prétexte d'ouverture de « couloirs humanitaires », a toujours servi à ouvrir la voie aux interventions militaires impérialistes, de la même manière que les moines évangélisateurs ouvraient la voie aux puissances coloniales du XXVIIe siècle.

Sur la place des ONG, l'ouvrage de Sylvie Brunel (*Le développement durable*) rétablit quelques vérités :
« La grande majorité des ONG sont d'origines anglo-saxonne. Il existe en effet une convergence d'intérêts entre la diplomatie de l'Amérique du Nord et ses ONG environnementales, qu'elle utilise comme vecteur. (...)Il existe une véritable consanguinité entre les milieux politiques, les firmes multinationales et les grandes ONG environnementales, dont les responsables passent d'un milieu à l'autre avec une aisance déconcertante. Très efficace dans leurs actions de lobbying, elles ont depuis longtemps des bureaux à Bruxelles et Washington et travaillent en étroite collaboration avec l'Union européenne, la Banque mondiale, les gouvernements américain, mais aussi canadien, australien, scandinaves... ».

«Le vert vaut de l'or. *Green is business* »

C'est ainsi que le journal économique *La Tribune* du 24/10/2007 titrait un article tirant le bilan du Grenelle de l'environnement. Il commentait : *« Contrairement au Grenelle de mai 68, qui avait abouti à une augmentation d'un quart du salaire minimum des salariés, le Grenelle 2007 ne risque pas d'obérer la rentabilité des entreprises. Au contraire ! ».*
En effet, s'il est acquis que les travailleurs doivent payer, pour les patrons « le vert vaut de l'or ». Du Grenelle de l'environnement, convoqué par Sarkozy après son élection et conclu en octobre 2007 par Sarkozy, les capitalistes ont tiré grands profits, avant même que la loi dite Grenelle 1 ne soit votée en juillet 2009. On peut donner quelques exemples. La prime à la casse à permis à l'industrie automobile de faire face aux effets de la récession : en 2009, les ventes ont progressé de plus de 10 % par rapport à 2008, atteignant le niveau record de 1990. Les crédits d'impôts pour l'amélioration de l'efficacité énergétique et la rénovation des logements auraient générés pour l'industrie du bâtiment près de 10 milliards d'euros de chiffres d'affaires en 2009. D'une manière générale, la mise en œuvre de la « fiscalité verte » est directement source de profit pour le patronat (et accessoirement pour la petite bourgeoisie). Dans le cadre du la loi dite Grenelle 2, en préparation, l'achat de 40 000 à 50 000 voitures électriques par l'Etat est programmé (sachant que par ailleurs c'est l'Etat, les collectivités locales et les particuliers qui prendront en charge l'essentiel les infrastructures nécessaires, notamment l'installation de points de recharge des véhicules). A noter que le projet de loi autorise les villes de plus de 300 000 habitants à instaurer des péages autoroutiers pour limiter la circulation !
En décembre, Sarkozy a présenté les modalités de mise ne œuvre de son grand emprunt. Sur les 35 milliards d'euros affichés, 4,5 à 5 milliards devraient être consacrés au « développement durable ». En clair, comme c'était déjà le cas avec les possibilités ouvertes par la loi sur le Grenelle de l'environnement, les capitalistes vont bénéficier directement d'apport en capital au titre de la « croissance verte » et du « développement durable ».
Les grands groupes tels que Veolia ou GDF Suez se voient ouvrir de nouveaux champs d'accumulation du capital sur les marchés de la dépollution des sols, du traitement des eaux et des déchets etc., marchés induits par la commande publique (Etat, collectivité locales, subventions de la l'UE). Les grands producteurs d'énergies comme EDF et Total investissent massivement dans les technologies dites vertes (énergies solaire et éolienne, biocarburants etc.), ce qui leur permet par ailleurs de contrôler étroitement les recherches dans ces domaines... et de préserver leurs marchés sur les énergies traditionnelles. De fait, si l'on considère le cas de la France, les plus grands investisseurs dans le domaine des « éco-industries », par exemple dans le marché « prometteur » du stockage du dioxyde de carbone, sont tout simplement... les plus grands pollueurs tels EDF, Total, ArcelorMital, qui bénéficient de larges subventions à ce titre de l'Union Européenne et de l'Etat via l'ADEME (l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie).

Les nouvelles réglementations prises au niveau de l'Union Européenne deviennent en tant que telles sources de profits et de spéculations. Le marché des droits à polluer (marché des permis d'émission), dont les principes ont été adoptés au niveau de l'Union Européenne en application du protocole de Kyoto en 2002 et qui est en place depuis 2005, s'élevait en 2008 à prés de 90 milliards d'euros selon les statistiques publiées par la Banque mondiale. Il concerne en Europe les rejets de 11 000 installations industrielles. *Le Monde* du 19/11/2009 indiquait *« Les financiers alléchés par le marché du CO2 : les banques multiplient les partenariats avec des start-up écologiques pour générer du crédit carbone »*.

En résumé, car les mécanismes sont complexes, les entreprises se sont vues attribuées gratuitement des droits d'émission de gaz à effet de serre. Le montant total des quotas attribués par les Etats découlent en théorie des accords internationaux sur les objectifs de réduction d'émission. Il est de notoriété publique que les quotas attribués initialement étaient supérieurs, au moins de 10%, aux émissions réelles, chaque Etat ne voulant pas pénaliser son industrie, et cela d'autant plus que les contrôles et les évaluations sont effectuées par des cabinets privés rémunérés par les industriels !

Ainsi, ceux qui ne consomment pas leurs quotas peuvent les mettre sur le marché ; ceux qui dépassent leurs quotas peuvent en acheter. Des bourses d'échange se sont constituées. Par ailleurs, les mécanismes dits de développement propres (MDP) qui résultent du protocole de Kyoto permettent à des entreprises de récupérer des droits à polluer (des crédits carbone) en échanges d'investissement considérés comme « propres » (par exemple planter des forêts en Afrique !).

A titre d'exemple *« Grâce à Bionersis, société dont EDF a pris le contrôle, EDF, qui produit 100 millions de tonnes d'équivalent CO2 par an en Europe, pourra compenser partiellement son statut de membre de plus gros émetteurs de gaz à effet de serre européen »*. *Le Monde* commente : *« Cette stratégie purement financière montre que les choix opérés par le protocole de Kyoto fonctionne : une authentique industrialisation du développement durable est désormais en cours »*. Ainsi, c'est une véritable spéculation source de profit qui s'est instituée. La Banque mondiale constate pudiquement *« Ces échanges ne correspondent pas directement à des réductions d'émission »*.

La peste verte

Une véritable épidémie d'abat sur les organisations issues du mouvement ouvrier. En juillet 2009 a été adoptée la loi Grenelle 1 issue du Grenelle de l'environnement. Avec l'UMP, le PS a voté pour ; le PCF s'est abstenu. *Le Monde* du 23/07/2009 titrait *« consensus final pour le Grenelle de l'environnement »*. De fait, cette loi est le produit d'une intense concertation, qui a duré plusieurs mois en 2007, à laquelle on accepté de participer le PS, le PCF les fédérations et confédérations syndicales aux côtés des ONG et du MEDEF.
D'une manière générale, la CGT-FO, la CGT, la FSU ont salué l'initiative du Grenelle. Le porte-parole du PS sur le projet, Philippe Toutelier, a déclaré lors du vote *« Il y a urgence écologique. L'ensemble de la société en a pris conscience, c'est pour cela que nous avons voté la loi »*.

Dans la même veine, lorsque que la commission Rocard, missionnée par le gouvernement, a rendu son rapport sur la taxe carbone, fin juillet 2009, le PS, le PCF, le CGT ont en approuvé le principe tout en ergotant sur les conditions de sa mise en œuvre. Ainsi, pour la CGT, Jean-Christophe Le Duigou déclarait *« Nous sommes favorables au principe de la taxe carbone mais opposés à la façon dont elle devrait mise en œuvre par le gouvernement » (Libération* du 29/07/2009*)*. Martine Aubry en personne a rencontré Sarkozy à l'Elysée le 9 septembre 2009 à la veille de sa communication officielle sur le sujet... en déplorant que le niveau de la taxe ne soit pas plus élevé que celui prévu par le gouvernement. Aubry, Royal, Laurent- numéro 2- du PCF et Olivier Besancenot se sont rendus au sommet de Copenhague. A plusieurs reprises, le PS et le PCF, les confédérations syndicales se sont déclarées disposées à préparer avec le gouvernement ce sommet afin que soit entendue « *la voix de la France* ».

Au nom de l' *« urgence écologique »*, la défense de l'environnement est un terrain propice utilisé par les appareils pour justifier la collaboration et la concertation avec le gouvernement Sarkozy-Fillon, voire l'Union nationale.

La CGT a placé son dernier congrès en décembre 2009 sous le signe du *« développement humain durable »*. Le Parti Socialiste affirme sa conversion à la *« social-écologie »* et le slogan du Parti socialiste Européen est maintenant *« Le social-libéralisme est mort, vive la social-écologie »*. Même la « gauche de la gauche » est affectée.
Au sein du NPA, le débat est lancé : il s'agit de substituer à la perspective du socialisme, celle de l'« écosocialisme ». Lors de sa dernière convention en octobre 2009, le Parti de Gauche a adopté sa nouvelle oriflamme aux couleurs rouge et verte, et le slogan est maintenant *« écologie-socialisme-république »*. N'ayant pas obtenu un accord avec le NPA pour le premier tour des élections régionales, Mélenchon a proposé, en vain, une alliance avec Europe Ecologie.

Du PS au PCF, en passant par le NPA et le PG, c'est la même soupe qui est servie avec les mêmes ingrédients : de nouveaux modèles de croissance voire pour la décroissance, le développement soutenable ou durable, la condamnation du productivisme, de nouveaux modes de consommation. C'est au nom de la possibilité de se retrouver sur un programme commun de « développement soutenable » que Vincent Peillon entend militer pour la constitution d'un rassemblement « écologique, socialiste et démocratique », arme de destruction contre le PS, un soi-disant front anti-Sarkozy, avec le PCF, le PS, le

MODEM et Europe Ecologie. La peste verte sévit sur le mouvement ouvrier.

Des dégâts irréversibles...

A l'occasion de la préparation du sommet de Copenhague, les débats et les communications sur le réchauffement climatique se sont intensifiés. Il n'est pas dans la vocation de *CPS* de s'inscrire dans de tels débats et polémiques contre les « négateurs », les « climato-septiques » qui nient pour tout ou partie les conclusions du GIEC.
Néanmoins, il semble définitivement acquis que le réchauffement climatique provoqué par l'émission de gaz à effet de serre générés par l'utilisation des énergies fossiles, l'industrie chimique et l'agriculture, combinée à la destruction ou à la dégradation massive des réservoirs naturels qui absorbent du gaz carbonique (forêts, océans), ne puisse plus être nié. Cela semble indéniable, en particulier si l'on se réfère aux rapports des compagnies d'assurance qui tiennent des comptes précis de la fréquence et l'intensité d'accidents climatiques de par le monde (inondations, périodes de sécheresse, ouragan et tempêtes etc.) qui se sont significativement accrus. La fréquence des ouragans, des inondations et des sécheresses aurait triplé en trente ans.
Ce qui peut être sujet à caution en revanche, ce sont les prévisions sur l'ampleur et les échéances. Les prévisions fluctuent sensiblement avec le temps et les données peuvent être manipulées par ceux qui en contrôlent la publication (les Etats, les organisations internationales) avec peut-être une tendance à la dramatisation en fonction d'objectifs politiques (de la même manière que les « climato-septiques » sont indiscutablement sponsorisés par les lobbies des Etats producteurs de pétrole et de gaz naturel !).

Depuis le dernier quart du XIXe siècle, de nombreux scientifiques (géographes, biologistes, anthropologues, physiciens, chimistes, agronomes, etc.) ont consacré une partie de leurs travaux à mettre en évidence les conséquences de l'activité humaine sur la dégradation de l'environnement naturel (le physicien Sven Arrhenius avait déjà théorisé l'effet de serre planétaire en 1896 !). En réalité depuis le néolithique, l'homme, à partir du moment où il a cessé d'être un simple préleveur par la chasse et la cueillette, a commencé à modifier significativement les processus dans la nature. Mais avec les développements du mode de production capitaliste, le phénomène a pris une toute autre ampleur.

Dans son ouvrage *« Une histoire de l'écologie »* Jean-Paul Déléage dresse le constat suivant : *« Les forêts dévastées, les terres désertifiées, les fleuves pollués et l'atmosphère transformée à l'échelle planétaire : si les crises écologiques (...) étaient jadis régionales ou locales, avec la mondialisation du capitalisme industriel, la perspective d'une situation écologique critique à l'échelle planétaire est devenue une réalité tangible ».*

Il poursuit par ailleurs : *« Pendant des millénaires, les groupes humains n'avaient disposé que de moyens extrêmement limités, précaires, fragiles, pour se défendre contre les rigueurs de la nature. Avec la révolution industrielle, les termes de ce rapport de dépendance se sont déplacés. Aujourd'hui, ils tendent à s'inverser. Notre espèce violente le mouvement global de la nature. Elle a commencé à décimer les espèces animales et végétales et à bouleverser les chaînes alimentaires. Elle installe des poisons dans les écosystèmes pour des siècles, voire des millénaires avec les déchets radioactifs. Elle modifie la composition chimique de l'atmosphère et, par là, elle commence à influencer l'évolution climatique globale ».*
Bien entendu, au-delà du constat scientifique, il faut rectifier, n'en déplaise aux écologistes. Ce n'est pas notre *« espèce »* qui est responsable de la catastrophe annoncée. C'est le capitalisme.
Dans *« Travail salarié et capital»* Marx explique :

> *« En produisant, les hommes ne sont pas seulement en rapport avec la nature. Ils ne produisent que s'ils collaborent d'une certaine façon et font l'échange de leurs activités. Pour produire, ils établissent entre eux des liens et des rapports biens déterminés : leur contact avec la nature, autrement dit la production, s'effectue uniquement dans le cadre de ces liens et de ces rapports sociaux ».*

Et en effet le mode de production capitaliste, dont l'unique finalité est la réalisation du profit, a induit un saccage et un gaspillage sans précédent des ressources de la nature. Marx constatait déjà :

> *« ...Dans l'agriculture comme dans la manufacture, la transformation capitaliste de la production semble n'être que le martyrologue du producteur, le moyen de travail que le moyen de dompter, d'exploiter et d'appauvrir le travailleur.*
> *(...) Dans l'agriculture moderne, de même que dans l'industrie des villes, l'accroissement de productivité et le rendement supérieur du travail s'achètent au prix de la destruction et du tarissement de la force de travail. En outre, chaque progrès de l'agriculture capitaliste est un progrès non seulement dans l'art d'exploiter le travailleur, mais encore dans l'art de dépouiller le sol; chaque progrès dans l'art d'accroître sa fertilité pour un temps, un progrès dans la ruine de ses sources durables de fertilité. Plus un pays, les Etats-Unis du nord de l'Amérique, par exemple, se développe sur la base de la grande industrie, plus ce procès de destruction s'accomplit rapidement.*
> *La production capitaliste ne développe donc la technique et la combinaison du procès de production sociale qu'en épuisant en même temps les deux sources d'où jaillit toute richesse : la terre et le travailleur »* (Le Capital livre 1- chapitre XIII).

...dont les masses laborieuses payent le prix

Il est un fait : avec le mode de production capitaliste des dégâts irréversibles et de surcroît non maîtrisés affectent la biosphère, c'est-à-dire l'écosystème constitué par la planète. Dans quasi totalité des régions du monde, la

pollution par les substances chimiques, par exemple l'utilisation massive de pesticides et d'engrais chimiques et les rejets des installations industrielles, avec leurs conséquences sur les milieux aquatiques, l'air et les sols mettent directement en péril les populations, en les exposant à de multiples maladies chroniques.

Dans une partie croissante de la planète, la pollution rend inutilisable l'exploitation des sols, des ressources naturelles issues de la pêche de l'agriculture, prive d'eau potable des centaines de millions d'êtres humains. Les ressources halieutiques sont en voie d'épuisement du fait de l'exploitation intensive des océans par la pêche industrielle. Chaque année, des millions d'hectares de terres cultivables deviennent totalement infertiles, inexploitables et sont en voie de désertification. Sous les effets conjugués des évolutions climatiques, de la pollution et de l'exploitation des forêts, la biodiversité est compromise par l'extinction massive d'espèces de la faune et de la flore qui jouent un rôle déterminant dans les processus de fertilisation des sols, de pollinisation des cultures et d'adaptation des modes de cultures aux aléas du climat.
Dans les pays capitalistes dits « avancés » l'existence d'un prolétariat organisé a abouti à ce que soit mis en œuvre certaines législations visant à contrôler, tout au moins à limiter, la pollution résultant des activités industrielles (il est à noter, qu'en France par exemple, du fait de la réduction du nombre de fonctionnaires par la mise en œuvre de la RGPP, les corps techniques de contrôle de l'Etat sont en cours de démantèlement). C'est le cas en Europe occidentale et en Amérique du Nord.

Mais dans les autres régions du monde, dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, les capitalistes ont généralement gardé les coudées franches, ce qui est par ailleurs un facteur non négligeable de rentabilité de leurs investissements. Pour exemples : la Chine, transformée en atelier du monde où les pollutions atteignent des niveaux effroyables, l'Afrique qui sert en partie de décharge pour les déchets industriels de l'Europe, L'Amérique latine et l'Indonésie, qui subissent les effets dévastateurs de la déforestation. Les exemples pourraient être multipliés.

Il faut aussi noter que dans les pays qui constituaient l'ex-URSS et dans les régions d'Europe centrale qui ont été sous la domination de la bureaucratie du Kremlin, la dégradation de l'environnement par la pollution atteint des niveaux records avec des effets catastrophiques sur la santé des populations concernées (un exemple : la Pologne est considérée comme le pays le plus pollué au monde !).

Mais en fin de compte, ce n'est pas abstraitement « *la planète* » qui est en danger. Dans l'immédiat, se sont les masses laborieuses qui payent un lourd tribut à la survie du mode de production capitaliste. Ce sont elles les victimes de l'exploitation anarchique, dictée par la logique du profit, des ressources de la nature conduisant à une dégradation sans précédent dans l'histoire de l'humanité de la biosphère.
Les dernières décennies sont jalonnées d' « accidents industriels » terrifiants. La presse a rappelé récemment l'explosion de l'usine chimique Union Carbide, à Bhopal en Inde. En 1985, en trois jours, 8 à 10 000 personnes sont mortes du fait de l'exposition aux gaz toxiques. Par la suite 25 000 personnes ont péri du fait de l'exposition aux déchets laissés aux abords de l'usine, déchets auxquels restent encore exposés des dizaines de milliers.
En 1986, l'accident nucléaire de Tchernobyl a pris des allures d'apocalypse. Selon les données officielles, près de 4 millions de personnes vivent encore dans des zones contaminées où l'exposition dépasse les normes sanitaires de l'Organisation Mondiale de la Santé ; près d'un million de personnes devraient être déplacées de leur lieu actuel de résidence.
Selon l'ONU, les « catastrophes climatiques » aurait fait 20 millions de déplacés en 2008. Il faut préciser : « les catastrophes naturelles ou climatiques », provoquées ou pas par les changements climatiques, ont bon dos. En effet, pour les médias (radio, télévision, journaux), à chaque catastrophe (ouragans, raz-de-marée, tremblements de terre, etc.) est du pain béni pour augmenter l'audience et les ventes. Elles se gavent sur la misère du monde, en cultivant un voyeurisme écœurant, et profitent de l'occasion pour faire publicité sur l' « assistance » des puissances impérialistes, « assistance » tout à fait dérisoire au regard des besoins auxquels sont confrontés les « sinistrés ». Car les victimes par centaines de milliers se sont avant tout les masses laborieuses du fait de la cupidité des capitalistes. Les premières victimes se sont les millions d'être humains qui vivent dans les favelas et les bidonvilles. Ce sont celles qui, comme l'ont montré les tremblements de terre en Italie en 2009, sont entassés dans des habitations où aucune des normes de construction antisismiques n'ont été respectées. Ce sont celles de l'ouragan Katrina en 2005 où les budgets destinés à l'entretien des digues ont été détournés dés 2000 vers l'armement des troupes de l'impérialisme US en Irak ! Les exemples pourraient être multipliés.

Il faut le répéter avec Marx « *La production capitaliste ne développe donc la technique et la combinaison du procès de production sociale qu'en épuisant en même temps les deux sources d'où jaillit toute richesse : la terre et le travailleur* »

L'homme et la nature pour Marx, Engels ou Lénine

Il serait totalement anachronique de reprocher à Marx et Engels de ne pas avoir analysé les effets dévastateurs de mode de production capitaliste sur l'environnement tels qu'ils s'expriment à notre époque. Mais il ne fait aucun doute qu'armés de la méthode du matérialisme dialectique, qu'ils ont élaborée, ils avaient une claire compréhension des ravages qu'engendrent les forces productives soumises à la loi du profit capitaliste tant dans l'industrie que dans l'agriculture. Marx a déjà été cité plus haut. Mais on peut aussi rappeler que sa dans sa *Critique du programme de Gotha* (le congrès de Gotha s'est tenu en mai 1875 ; il a été le congrès fondateur du Parti ouvrier socialiste

allemand), il corrige la phrase *« Le travail est la source de toute richesse »* en expliquant *« Le travail n'est pas la source de toute richesse. La nature est tout autant la source des valeurs d'usage (qui sont bien, tout de même, la richesse réelle) que le travail, qui n'est lui-même que l'expression d'une force naturelle, la force de travail de l'homme ».*

Engels éclairé par les données scientifiques en son temps disponibles par l'étude encyclopédique des travaux des physiciens (Carnot, Podolinski), des biologistes (Darwin, Haeckel), géographes (Humboldt, Reclus) et agronomes (Liebig) du XIXe siècle écrivait dans *Dialectique de la Nature* (nous soulignons):

« ... par les changements qu'il y apporte, l'homme l'amène (la nature) à servir à ses fins, il la domine. Et c'est en cela que consiste la dernière différence essentielle entre l'homme et le reste des animaux, et cette différence, c'est encore une fois au travail que l'homme la doit. Cependant, ne nous flattons pas trop de nos victoires sur la nature. Elle se venge sur nous de chacune d'elles. Chaque victoire a certes en premier lieu les conséquences que nous avons escomptées, mais en second et en troisième lieu, elle a des effets tout différents, imprévus, qui ne détruisent que trop souvent ces premières conséquences. Les gens qui, en Mésopotamie, en Grèce, en Asie mineure et autres lieux essartaient les forêts pour gagner de la terre arable, étaient loin de s'attendre à jeter par là les bases de l'actuelle désolation de ces pays, en détruisant avec les forêts les centres d'accumulation et de conservation de l'humidité. Les Italiens qui, sur le versant sud des Alpes, saccageaient les forêts de sapins, conservées avec tant de soins sur le versant nord, n'avaient pas idée qu'ils sapaient par là l'élevage de haute montagne sur leur territoire; ils soupçonnaient moins encore que, ce faisant, ils privaient d'eau leurs sources de montagne pendant la plus grande partie de l'année et que celles ci, à la saison des pluies, allaient déverser sur la plaine des torrents d'autant plus furieux. Ceux qui répandirent la pomme de terre en Europe ne savaient pas qu'avec les tubercules farineux ils répandaient aussi la scrofule.

Et ainsi les faits nous rappellent à chaque pas que nous ne régnons nullement sur la nature comme un conquérant règne sur un peuple étranger, comme quelqu'un qui serait en dehors de la nature, mais que nous lui appartenons avec notre chair, notre sang, notre cerveau, que nous sommes dans son sein, et que toute notre domination sur elle réside dans l'avantage que nous avons sur l'ensemble des autres créatures, de connaître ses lois et de pouvoir nous en servir judicieusement. »

« Mais s'il a déjà fallu le travail de millénaires pour que nous apprenions dans une certaine mesure à calculer les effets naturels lointains de nos actions visant la production, ce fut bien plus difficile encore en ce qui concerne les conséquences sociales lointaines de ces actions. Nous avons fait mention de la pomme de terre et de la propagation de la scrofule qui l'a suivie. Mais qu'est ce que la scrofule à côté des effets qu'a eus sur les conditions de vie des masses populaires de pays entiers la réduction de la nourriture de la population laborieuse aux seules pommes de terre? Qu'est elle à côté de la famine qui, à la suite de la maladie de la pomme de terre, s'abattit sur l'Irlande en 1847, conduisit à la tombe un million d'Irlandais se nourrissant exclusivement ou presque exclusivement de ces tubercules et en jeta deux millions au delà de l'océan »

« La science sociale de la bourgeoisie, l'économie politique classique, ne s'occupe principalement que des effets sociaux immédiatement recherchés des actions humaines orientées vers la production et l'échange. Cela correspond tout à fait à l'organisation sociale dont elle est l'expression théorique. Là où des capitalistes individuels produisent et échangent pour le profit immédiat, on ne peut prendre en considération au premier chef que les résultats les plus proches, les plus immédiats. Pourvu que individuellement le fabricant ou le négociant vende la marchandise produite ou achetée avec le petit profit d'usage, il est satisfait et ne se préoccupe pas de ce qu'il advient ensuite de la marchandise et de son acheteur. Il en va de même des effets naturels de ces actions. Les planteurs espagnols à Cuba qui incendièrent les forêts sur les pentes et trouvèrent dans la cendre assez d'engrais pour une génération d'arbres à café extrêmement rentables, que leur importait que, par la suite, les averses tropicales emportent la couche de terre superficielle désormais sans protection, ne laissant derrière elle que les rochers nus? Vis à vis de la nature comme de la société, on ne considère principalement, dans le mode de production actuel, que le résultat le plus proche, le plus tangible; et ensuite on s'étonne encore que les conséquences lointaines des actions visant à ce résultat immédiat soient tout autres, le plus souvent tout à fait opposées ... »

Les partisans de l' « écologie politique », qui n'ont de cesse de s'en prendre aux « *productivistes* » que ce sont les marxistes, dont Engels, Mehring et Lénine. Or ceux-ci (pour ce dernier dans son ouvrage *Matérialisme et empiriocriticisme),* ont considéré que les travaux de Ernst Haeckel (biologiste allemand qui inventa en 1866 le terme « écologie » et posa les bases de cette science), constituaient un apport décisif au matérialisme scientifique.

Lénine explique : « *La tempête soulevée dans les pays civilisés par* Les Enigmes de l'Univers *de E. Haeckel a fait ressortir avec un singulier relief l'esprit de parti en philosophie, dans la société contemporaine d'une part et, de l'autre, la véritable portée sociale de la lutte du matérialisme contre l'idéalisme et, l'agnosticisme. La diffusion de ce livre par centaines de milliers d'exemplaires, immédiatement, traduit dans toutes les langues et répandu en éditions à bon marché, atteste avec évidence que cet ouvrage « est allé au peuple », et que E. Haeckel a du coup conquis des masses de lecteurs. Ce*

petit livre populaire est devenu une arme de la lutte de classe. Dans tous les pays du monde, les professeurs de philosophie et de théologie se sont mis de mille manières à réfuter et à pourfendre Haeckel. ...Les théologiens partis en guerre contre Haeckel sont légion...dans tout ce rugissement des bonzes de la philosophie, ... l'oreille discerne ce motif essentiel : contre la « métaphysique » des sciences de la nature, contre le « dogmatisme », contre l'« exagération de la valeur et de la portée des sciences », contre le « matérialisme des sciences ». - Il est matérialiste, ... Haro sur le matérialiste ! ».

La réaction peinte en vert

L'écologie est une science, celle du rapport des être vivants, dont l'espèce humaine, avec la nature. Elle s'est développée à partir du milieu du XIXe siècle. Comme toute les sciences et techniques, ce sont d'ailleurs les besoins du mode de production capitaliste, par exemple dans le domaine de l'agronomie, qui furent le moteur de son développement. Mais l'écologie politique est une idéologie réactionnaire au service du capital.

Les mouvements et partis Verts se réclament de l'écologie politique. Ce sont des organisations bourgeoises ou petites bourgeoises réactionnaires. Il ne s'agit pas ici de refaire un historique de leur développement mais de rappeler quelques jalons. En France, le premier mouvement politique écologique a été constitué par Antoine Waechter en 1973. En 1984 s'est constitué le parti Les verts. Sur une ligne de fond « ni droite, ni gauche », l'inspiration est en ligne de celle des naturalistes réactionnaires prônant le retour à la nature, la défense du régionalisme, l'éloge du monde rural, la référence à « l'identité ».
A. Waechter, Dominique Voynet, Yves Cochet et bien d'autres ont été des disciples du naturaliste Robert Hainard dont on peut résumer ainsi la pensée *« A mots couverts, Robert Hainard de déclare même en faveur de la lutte pour la vie. C'est bien elle qui permet à la nature de trouver un certain équilibre. La vie, en effet, qui offre son spectacle harmonieux aux hommes, connaît par ailleurs des régulations brèves mais impitoyables. Les malades et les individus en surnombre sont radicalement éliminés. Mais ces régulations sont nécessaires à son équilibre (...) S'il l'on tente de situer les propos de Robert Hainard dans le champ des idées politiques, il est difficile de les concevoir ailleurs que très à droite»* (Jean Jacob, *Histoire de l'Ecologie politique*).

En tant que parti politique Les Verts, jusqu'en 1989, ont joué un rôle marginal avec des résultats électoraux en dents de scie stagnant au-dessous de 4 % des exprimés. En réalité, c'est en France le Parti Socialiste qui va leur donner une certaine place politique en relation avec la politique d'ouverture impulsée par François Mitterrand.
C'est à la demande de François Mitterrand, inquiet du succès relatif Verts aux élections régionales de 1989 avec 10,6 % des exprimés, que Brice Lalonde fondera Génération Ecologie en 1990, avec Jean-Louis Borloo, afin de faire contrepoids au « ni droite ni gauche » des Verts. De 1988 à 1992, Lalonde participera successivement aux gouvernements Rocard, puis Cresson. Le parcours politique permet se situer le personnage : en 1995 il a appelé à voter Chirac pour se rapprocher ensuite de Madelin ; il a été nommé par Sarkozy ambassadeur des négociations sur le changement climatique.

En 1994, Les Verts, alléchés par la réussite de Lalonde, cherchent à se débarrasser de leurs oripeaux « naturalistes » et sous l'impulsion de Dominique Voynet et de Noël Mamére acceptent le principe d'alliances et d'accords électoraux dés le premier tour avec le PS.

En 1997, Lionel Jospin poursuit la politique initiée par Mitterrand. Les Verts sont l'une des composantes de la gauche plurielle, le PS leur offrant un certain nombre de circonscriptions aux élections législatives de 1997. Dominique Voynet, remplacée en 2001 par Yves cochet, est au gouvernement en tant que Ministre de l'Environnement et de l'Aménagement du territoire. Après la gifle reçue par Dominique Voynet à l'élection présidentielle de 2007 (1,57% des exprimés), l'aventurier Daniel Cohn-Bendit reprend la main avec la création en 2008 du rassemblement Europe Ecologie constitué par Les Verts et la Fédération Régions et Peuples Solidaires, fédération d'associations écologistes parmi lesquelles les plus réactionnaires.

A l'occasion des dernières élections européennes, les listes présentées sous la bannière Europe Ecologie ont été propulsées par la bourgeoisie contre le PS. La même opération pourrait être remise sur l'établi à l'approche des élections régionales de mars 2010. Quoi qu'il en soit, Les Verts et Europe Ecologie restent des instruments politiques au service de la bourgeoise.
Est-le exagéré de qualifier l'écologie politique d'idéologie réactionnaire ? Comme le dit le dicton *« Chassez la naturel, il revient au galop »*. On peut citer quelques exemples qui valent autant que l'exposé fastidieux des programmes. Ainsi, Yves Cochet, député Vert a déclaré en septembre dernier devant l'université d'été du MEDEF

> *« Il faut réduire les allocations familiales à partir du troisième enfant (...).On ne peut sérieusement réfléchir sur la question démographique qu'en prenant comme indicateur principal l'empreinte écologique. C'est-à-dire la multiplication entre le nombre d'habitants d'un territoire et leur impact sur l'environnement. Soit encore l'extraction des ressources naturelles avant la production et les rejets après la consommation. Donc un enfant européen a une empreinte dix fois supérieure à un enfant africain ».*

Ou encore Daniel Cohn-Bendit *« L'écologie politique défend un projet de société. Prenez Ivan Illich, l'un de ses fondateurs (...) Il a analysé comment l'école obligatoire pour tous pouvait paralyser l'apparition de formes d'éducation innovantes »*. Dans la même interview publiée dans *Le Monde magazine* du 5/10/2009, il déclare *« Prenons le débat sur la Poste. On s'enferme comme d'habitude dans un débat stérile public-privé, on n'essaie*

pas de réinventer le rôle de la Poste, de la penser à l'intérieur du développement du territoire... l'écologie politique refuse la déresponsabilisation, compte sur l'esprit d'entreprise, l'associatif, la réflexion de chacun ».
Pour l'écologie politique, il ne s'agit en aucun cas de remettre en cause le mode de production capitaliste. Le programme des organisations comme Les Verts sur des questions fondamentales pour le capital comme celle de la réforme des retraites est celui de la bourgeoisie (sur les retraites Cohn-Bendit déclare : *« je suis d'accord pour travailler jusqu'à 65 ans, si on commence à travailler à mi-temps à partir de cinquante-cinq ans ? Une préretraite active de cinquante-cinq ans à soixante-dix, allant crescendo »).* C'est une idéologie politique utilisée par la bourgeoisie et les appareils contre-révolutionnaires pour défendre l'ordre bourgeois en contribuant au désarmement politique des travailleurs et de la jeunesse.

La destruction de l'environnement résulte de l'impasse du mode de production capitaliste

Le sommet de Copenhague a été un échec. Malgré les affirmations des appareils contre-révolutionnaires, il ne pouvait en être autrement. Les antagonismes inter impérialistes et le mode de production capitaliste en tant que tel sont contradictoires avec la mise en place d'une « gouvernance mondiale » en matière d'environnement.

De ce sommet, n'est sortie qu'une vague déclaration d'intention. *Le Monde* du 22/12/2009 résume : *« Concrètement la conférence se solde par un texte dénommé « accord de Copenhague » qui a seulement pu être acté et non adopté faute de consensus. Ce texte n'a pas été signé par la vingtaine d'Etats qui l'ont rédigé et il ne vaut que pour ceux qui s'y rallieront. Les Etats ont jusqu'à la fin du mois de janvier pour décider d'y inscrire leurs engagements de réduction de gaz à effet de serre et les actions qu'ils entreprendront pour y parvenir ».*
Autant le dire, c'est un véritable fiasco !

Si l'on considère le seul aspect des évolutions du climat, les accords et les protocoles signés depuis une quinzaine d'années n'ont pas permis de faire un quelconque progrès. *Le Monde* du 19/11/2009 commente *« Rien ne semble y faire. Ni la diplomatie climatique ni la crise économique. Selon l'étude annuelle du consortium scientifique Global Carbon Project publiée mardi 17 novembre dans la revue Nature Geoscience, les émissions mondiale de CO2 ont augmenté en 2008 établissant un nouveau record de 10 milliard de tonnes de carbone (GtC) (...) Sans surprise, la combustion des ressources fossiles (pétrole, charbon, gaz, etc.) compte pour l'essentiel des émissions humaines de CO2, soit environ 8,7 GtC. Un montant excédant de 29% le niveau de l'année 2000 et de 41% celui de 1990, année de référence du protocole de Kyoto ».*

Dans le mode de production capitaliste, l'organisation de la production n'est pas orientée par la satisfaction des besoins des larges masses. Elle est déterminée par la course au profit, l'extraction de la plus-value et l'accumulation du capital. Dans le *Capital*, Marx indique que *« la production n'est une production que pour la capital et non l'inverse, les moyens de production n'y sont pas élargis au bénéfice de la société des producteurs ».*
Dans la brochure *Aperçus sur les crises à l'époque impérialiste*, Stéphane Just citait Marx *« On produit trop de moyens de travail et de subsistance pour les faire fonctionner comme moyens d'exploitation à un certain taux de profit »* et expliquait : *« Le mode de production capitaliste est le seul mode de production sociale qui engendre des crises de surproduction. Dans tous les autres modes de production sociale antérieurs, les crises résultaient généralement au contraire de l'insuffisance de la production sociale. C'est que tous les modes de production sociale qui ont précédé le mode de production capitaliste (...) avaient comme moteur la satisfaction des besoins sociaux. La production dans le mode de production capitaliste doit également satisfaire des besoins sociaux, mais son moteur est la production de la plus-value, sa réalisation en argent, une partie de cette plus-value se transformant en capital supplémentaire. »*

La recherche du profit conduit à ce que capital épuise toujours plus « la terre et les travailleurs ».
La production, le transport des marchandises et leur commercialisation se développent en réalité d'une manière anarchique dans tous les domaines avec une exploitation sans ménagement et un gaspillage énorme des ressources naturelles conduisant à leur épuisement. Les puissances impérialistes dominantes procèdent à véritable pillage de la planète, pillage qui reste la raison profonde des conflits armés dans le monde. Dans le même temps, alors que la satisfaction des besoins élémentaires des masses en matière d'alimentation, de santé et d'éducation est constamment est remise cause ou tout simplement niée, plongeant ainsi une partie de l'humanité dans la misère et la barbarie, des besoins artificiels, conduisant à une sorte de surconsommation avide de la partie « solvable » de l'humanité (ou rendue momentanément solvable par le développement du crédit) sont créés.

A titre d'exemple, des études récentes démontrent, selon *Le Monde* du 12/12/2009, qu'aux USA 40% de l'alimentation disponible est jetée et que *« ce gâchis entraîne la dilapidation d'un quart de l'eau douce consommée annuellement dans le pays (...) ; ces données confirment des estimations antérieures du gaspillage alimentaire dans les pays développés, évalué de 30 à 40 % des denrées ».*
Dans le même temps, plus d'un milliard d'êtres humains soufrent de malnutrition et des dizaines de millions en meurent chaque année, soit directement de famine, soit indirectement du fait des pathologies provoquées par la sous-alimentation.

Leur condition ne risque pas de s'améliorer. Ainsi depuis quelques années, les trusts de l'agroalimentaire, les producteurs d'agrocarburants, les fonds d'investissements privés ou souverains qui veulent spéculer sur les denrées alimentaires, s'accaparent des millions d'hectares de terre cultivables en Asie, en Afrique et en Amérique latine. Une

grande partie de ses terres sont destinées à des cultures industrielles en direction du marché mondial pour l'agroalimentaire (par exemple celle des palmiers à huile) ou pour la fabrication d'agrocarburants (par exemple canne à sucre, maïs). Les zones concernées deviennent importatrices de céréales pour nourrir les populations locales...payées au prix fort du fait de la spéculation.

« Crise écologique », « crise alimentaire », voire « crise sociale », ces expressions sont utilisées en boucle par les idéologues au service du capital et par ses agents dans le mouvement ouvrier, de la « gauche à la gauche de la gauche », afin de masquer qu'en réalité, c'est de la crise du mode de production capitaliste, à son stade suprême de développement dont il est question. Effectivement, l'impérialisme pourrissant mène l'humanité toute entière à la catastrophe.

Combattre pour le socialisme

Il faut préciser les choses sur le « productivisme » et autres rabâchages sur la décroissance (notons que les partisans de la décroissance voient une partie de leur programme largement réalisé avec la crise économique actuelle !).
Contrairement aux accusations, on pourrait dire aux fatwas, prononcées contre eux par les écologistes de tout bord, ni Marx ni Engels, pas plus que les marxistes en général, ne sont « *productivistes* ». Ils ont simplement analysé que le mode de production capitaliste avait développé les forces productives et la socialisation de la production ainsi que la productivité du travail de telle manière qu'étaient en voie de réalisation les conditions objectives permettant à chaque être humain d'être libéré des contraintes quotidiennes pour assurer sa survie élémentaire et de consacrer une partie croissante de sa vie à son développements intellectuel, artistique, etc.
Ce n'est pas le « productivisme » qui est la source des dégâts irréversibles portés à la planète, dégâts qui, à terme, pourraient remettre en cause la possibilité d'y survivre. C'est le développement de la production dans le cadre des rapports sociaux de production capitalistes.
Marx et Engels n'ont jamais expliqué que le développement de la production et de la productivité du travail en soi allait permettre mécaniquement à l'humanité de résoudre les questions fondamentales qui assaillent les larges masses. Pour eux, la condition nécessaire pour que l'humanité passe à un stade supérieur de développement en intégrant les acquis du mode de production capitaliste était d'en finir avec l'aliénation du travail par le capital. En clair, qu'à l'échelle mondiale, il était nécessaire que le prolétariat prenne le pouvoir et exproprie le capital. Ce sont les fondements du combat pour le socialisme.

Ce n'est pas le propos de *CPS* de se prononcer sur le fait que les développements de l'énergie nucléaire, les nanotechnologies, le génie génétique et les OGM, etc. représentent ou pas un risque pour l'humanité. Il est à souligner que ces sciences et techniques n'ont pas en soi un caractère de classe.
Dans *Littérature et révolution*, Léon Trotsky rappelle : *« La technique et la science ont leur propre logique, la logique de la connaissance de la nature et de son asservissement aux intérêts de l'homme. Mais la technique et la science ne se développent pas dans le vide, elles le font dans une société humaine divisée en classes. La classe dirigeante, la classe possédante domine la technique et, à travers elle, elle domine la nature. La technique en elle-même ne peut être appelée militariste ou pacifiste. Dans une société où la classe dirigeante est militariste, la technique est au service du militarisme ».*

Ce qui est une certitude, c'est que dans le contexte de la propriété privée des moyens de production, le développement de ces technologies ne peut se faire comme l'indique Engels qu'en prenant en considération *« le résultat le plus proche »*, c'est-à-dire la réalisation du profit au mépris des risques potentiels pour l'humanité.
C'est seulement libérés de la domination du capital, leur activité étant uniquement orientée par la satisfaction des besoins réels de l'humanité, que les chercheurs, les ingénieurs et les scientifiques pourront traiter en toute indépendance de ces questions.

Indiscutablement, le mode de production capitaliste a aussi développé les techniques qui permettent à l'homme de réparer la nature ou tout au moins de maîtriser les conditions dans lesquelles il l'exploite. Mais tant que perdurera le mode de production capitaliste, ces techniques ne seront mise en œuvre que dans la mesure où elles permettront la réalisation du profit et l'accumulation du capital.

Pour conclure, on peut citer Léon Trosky qui résume avec son optimisme révolutionnaire le sens du combat pour le socialisme : « *L'homme socialiste maîtrisera la nature entière, y compris ses faisans et ses esturgeons, au moyen de la machine. Il désignera les lieux où les montagnes doivent être abattues, changera le cours des rivières et emprisonnera les océans. Les idéalistes nigauds peuvent dire que tout cela finira par manquer d'agrément, c'est pourquoi ce sont des nigauds. Pensent-ils que tout le globe terrestre sera tiré au cordeau, que les forêts seront transformées en parcs et en jardins ? Il restera des fourrés et des forêts, des faisans et des tigres, là où l'homme leur dira de rester. Et l'homme s'y prendra de telle façon que le tigre ne remarquera même pas la présence de la machine, qu'il continuera à vivre comme il a vécu. La machine ne s'opposera pas à la terre. Elle est un instrument de l'homme moderne dans tous les domaines de la vie.* »

Le 29/12/2009

Autour de la Confédération Syndicale Internationale :

Une nouvelle Sainte Alliance en défense du capitalisme en crise

La scène se passe à Pampelune, en Espagne. A l'occasion d'un meeting convoqué par les dirigeants des secteurs de la métallurgie et construction de l'UGT, secteurs particulièrement touchés par la flambée du chômage, le premier ministre Zapatero prend la parole. Selon El Pais, qui rapporte ses propos, il remercie « *les travailleurs* » pour leur « *responsabilité* », « *le peu de conflictualité qui s'est manifestée en Espagne durant la crise* ». « *Ce que le pays a de meilleur, ce sont ses travailleurs* », déclame Zapatero « *soyez assurés que jamais je ne l'oublierai* ». Ce sont bien entendu les appareils syndicaux auxquels s'adresse ce coup de chapeau.

Cette thématique se décline dans tous les pays capitalistes développés : des dirigeants syndicaux suédois des métaux (IF Metall) acceptant en mars dernier des baisses de salaires jusqu'à 20%, ou ceux du syndicat UAW de l'automobile américaine renonçant d'eux-mêmes au droit de grève à General Motors et Chrysler. Ou encore des dirigeants confédéraux du « cône sud » (CUT brésilienne, chilienne, PIT-CNT uruguayenne) de l'Amérique réunis à Montevideo courant décembre 2009 saluant dans un communiqué l'existence du Mercosur et se concluant par un « *salut à la victoire des processus démocratiques alternatifs au libéralisme*» menés par « *Morales, Lula, Mujica ou Bachelet* » (chefs d'Etats respectifs de la Bolivie, du Brésil, de l'Uruguay ou ex présidente du Chili). En France, les lecteurs de *CPS* savent ce qu'il en est des louanges répétées de Sarkozy au « *sens de la responsabilité* » des dirigeants syndicaux.

Il y a là une situation qui peut sembler paradoxale : la crise économique a d'ores et déjà précipité des millions de prolétaires au chômage. En 2010, la seule certitude qu'affichent les conjoncturistes, c'est que le chômage officiel continuera d'augmenter.

Et voilà que les directions des organisations syndicales ouvrières, à l'échelle internationale, rivalisent de « responsabilité » et offrent, volontairement, des concessions sans précédent au patronat.

Pour combattre cette tendance qui se manifeste à l'échelle internationale, et donc aider les travailleurs à surmonter cette politique qui partout vise le « *peu de conflictualité* » que salue Zapatero, il faut en dégager les racines.

La crise impose aux capitalistes de porter des coups sans précédent

L'éclatement au grand jour de la crise du capitalisme à l'automne 2008 (mais en, réalité elle s'était ouverte depuis la faillite de Bear Sterns, un an plus tôt) marque l'engagement de modifications substantielles et irréversibles dans la lutte des classes à l'échelle. L'année 2010 devrait voir ce tournant s'affirmer puisque – au-delà des discours d'optimisme de commande et des hoquets statistiques – c'est en effet cette année que la durée et l'ampleur de la crise vont s'affirmer de façon incontestable comme sans précédent depuis soixante ans.

Ce tournant, c'est d'abord une aggravation objective sans précédent des conditions d'existence des plus larges masses dans les pays capitalistes développés, aggravation de plus en plus douloureuse au fur et à mesure que les mensonges sur la « reprise » se dissiperont au contact de la réalité.

Il suffit d'ailleurs de lire la dernière note de conjoncture sur la zone euro de l'Insee pour s'en convaincre. Celle-ci parle d'une « reprise contenue » pour 2010, avec deux constats majeurs : primo, que la production industrielle n'augmente (et encore modérément) que grâce aux politiques fiscales des Etats (à commencer par la prime à l'automobile), et deuxio que l'investissement productif continue encore de baisser – or c'est sa croissance qui en fin de compte annoncerait une « reprise » même temporaire. Le Centre de prévision de *l'Expansion* note ce mois de janvier que

> *« Les commandes industrielles dans la zone euro ont enregistré une baisse de 2,2% en octobre après avoir progressé sept mois d'affilée. Un tassement qui risque de se prolonger, la croissance semblant d'ores et déjà plafonner sur le Vieux continent. Fait inquiétant : la France a été le pays le plus touché par la chute des commandes au mois d'octobre, avec un recul de 9,2%. Sans reprise de la demande, les dépenses d'investissement des entreprises continueront de se contracter. Surtout si les banques hésitent à prêter. »*

Mais il y a plus. *CPS* a eu l'occasion de le souligner : les crises économiques et financières qui se sont succédées depuis les années 70 n'ont cessé, de proche en proche, de se rapprocher du cœur même de l'économie capitaliste, à savoir les grandes banques et tout particulièrement les banques d'affaires de Wall Street. En conséquence de quoi les Etats bourgeois, sous des formes diversifiées, sont tous intervenus pour injecter des milliards dans les banques et dans les secteurs-clés de l'industrie, à commencer par l'automobile.

Ces centaines et milliers de milliards injectés sur la planète ont reporté un moment le spectre d'un effondrement brutal de l'économie capitaliste mondiale. Mais elles n'ont même pas réglé les problèmes conjoncturels : les banques sont toujours perclues de créances douteuses qui peuvent éclater, les faillites d'ailleurs continuent aux Etats-Unis ou encore en Hollande à l'automne ; la fin des primes à la casse sur les marchés de l'automobile signifieront quant à elles un brusque coup de frein dans ce secteur.

Mais ces interventions ont eu un prix élevé en termes de déficits et de nouvel endettement des Etats. Une dépêche d'agence parue en décembre la mesurait ainsi :

« La dette souveraine mondiale devrait atteindre 49.500 milliards de dollars d'ici la fin de l'année, une hausse de 45% par rapport à 2007, année de déclenchement de la crise, estime Moody's Investors Service dans une note publiée mardi. Selon l'agence, la progression de 15.300 milliards de dollars affichée cette année par la dette mondiale représente plus de 100 fois le montant du plan Marshall ajusté à l'inflation. Ce plan, destiné à la reconstruction de l'Europe après la deuxième guerre mondiale, avait coûté 13 milliards en dollars de l'époque.
Le gonflement de la dette mondiale s'explique par les plans de relance massifs mis en oeuvre par les gouvernements du monde entier afin de surmonter la crise financière.
"Sans surprise, les pays du G7 représentent 78% de cette hausse, leurs budgets ayant été les plus violemment touchés par la crise financière", écrit l'analyste de Moody's Jaime Reusche dans le rapport.
Selon Moody's, la dette mondiale devrait représenter 80% du PIB mondial en 2010, contre 63% en 2008. »

Que signifie une telle augmentation brutale de l'endettement ? La réponse a été donnée aussi bien par la faillite de l'émirat de Dubaï que par la situation critique de la Grèce : nous sommes en train de rentrer – ainsi que nous l'avions annoncé dans ce bulletin – dans une nouvelle phase de la crise, dans laquelle se conjugue à la crise de surproduction industrielle et à la crise bancaire une crise de financement des Etats eux-mêmes. Et ceci non pas, comme au début des années 80, dans les pays dominés, mais dans les pays capitalistes dominants. Et cette crise d'endettement débouchera soit sur une profonde stagnation, un pourrissement de l'économie écrasée par le poids de cette dette qui mesure le pourrissement accumulé – soit sur une ou plusieurs nouvelles crises violentes aux conséquences imprévisibles.

Et la seule réponse à cette crise – de la part des gouvernements à la solde du capitalisme – ne peut être qu'une nouvelle vague d'attaques, sans précédente depuis la seconde guerre mondiale, contre les prolétaires, la jeunesse. En Irlande par exemple, le budget 2010 du gouvernement baisse les salaires des fonctionnaires de 5 à 15% (après une première baisse en 2009). En Grèce, Papandréou annonce 10% de baisse des dépenses publiques et de santé, des privatisations sans précédent, etc.
C'est donc dans cette situation, où la crise exerce ses ravages sur les couches populaires, où les gouvernements bourgeois font tout pour leur faire payer le coût de leur intervention en défense du capitalisme, que l'on voit les dirigeants des organisations syndicales ouvrières voler au secours de ce mode de production agonisant.

Les bureaucrates syndicaux affirment en chœur dans la C.S.I. qu'ils veulent « *restaurer la confiance des salariés dans les systèmes économique et financier* »

Les gouvernements ont pris acte du tournant que représente la crise. D'une part en déployant des efforts financiers sans précédent pour tenter d'éviter le gouffre béant qui s'ouvre devant eux. Mais aussi d'autre part en organisant politiquement la protection de leur mode de production failli.
Le texte de notre dernière conférence le souligne : la crise a fait apparaître quasi-immédiatement les prémices d'une remise en cause du régime capitaliste, et notamment du fait des mesures prises par les gouvernements bourgeois eux-mêmes.
La constitution, ou plutôt la mise en avant et la mise en scène du G20 fait partie de l'arsenal politique utilisé par les gouvernements voués à sauver le capitalisme. Car il n'est pas en réalité question au G20 d'une quelconque coordination des politiques économiques, ou encore de mesures techniques que d'ailleurs cet organisme n'a nulle autorité pour prendre et encore moins imposer si la fantaisie l'en prenait. La prolifération des 'bonus' bancaires après les grandes envolées morales dudit G20 à leur sujet suffit à le démontrer. Les règlementations bancaires sont nationales.
La fonction du G20 est politique : elle affirme la solidarité sans faille des gouvernements des principaux pays de la planète, d'Obama et Berlusconi à Zapatero et au PC Chinois, en passant par Lula, autour de la défense du capitalisme.
Or ce G20 est en réalité un G21. La Confédération Syndicale Internationale (CSI) à laquelle adhère aujourd'hui l'immense majorité des organisations syndicales ouvrières en est pour ainsi dire un membre associé. Elle informe elle-même à l'occasion du G20 de Pittsburgh :

« Les 50 membres de la délégation syndicale présente à Pittsburgh ont également rencontré les chefs de gouvernement de l'Argentine, de l'Australie, du Brésil, du Canada, de l'Allemagne, du Japon, de l'Espagne et du Royaume-Uni, ainsi que les dirigeants de l'OIT, du FMI, de l'OCDE, de l'OMC et de l'Union européenne dans les 24 heures précédant le début du Sommet. La délégation syndicale française avait préalablement eu une réunion spéciale avec le président Sarkozy dans la semaine qui a précédé la rencontre de Pittsburgh. Ces réunions font suite aux pressions intenses exercées à l'échelon national au cours des dernières semaines et s'inscrivent à la suite du travail mené par les syndicats à l'occasion des Sommets du G20 à Washington et à Londres. »

Un tel lobbying ne pouvait déboucher sur autre chose qu'un satisfecit donné à ce sommet comme aux précédents. Guy Rider, secrétaire de la CSI, saluera donc les « *progrès* » réalisés à Pittsburgh, que l'on épargnera aux lecteurs de CPS.
Par contre il faut relever la signification de la déclaration de John Evans, autre responsable de la CSI demandant: « *L'économie mondiale est bien trop fragile pour envisager un retrait des mesures de stimulation par les gouvernements du G20 ; c'est d'une action accrue –et non réduite- que nous avons besoin pour soutenir la demande et l'emploi à niveau mondial.* »
Quelles sont ces « mesures de stimulation » dont la C.S.I. demande le maintien ? C'est le hold-up du 21ème siècle, le détournement à l'échelle planétaire de centaines de

milliards vers les caisses des banques et des groupes capitalistes ! Ce sont les budgets adoptés dans les différents pays et subventionnant à qui mieux-mieux les industries « nationales ».

La soi-disant Confédération Internationale des Syndicats n'est pas une espèce de super-confédération internationale qui régenterait de quelque manière que ce soit la politique des appareils syndicaux. Mais pour autant, regroupant l'essentiel des confédérations ouvrières des principaux pays capitalistes au sein d'un conglomérat parfaitement réactionnaire (Mailly y est le suppléant de Chérèque), les textes et positions qu'elle publie ont un intérêt : celui de livrer, de manière concentrée, dégagée en quelque sorte des contingences nationales, l'orientation commune des bureaucraties syndicales, celle au nom de laquelle ils cherchent à paralyser la classe ouvrière déjà sonnée par la crise.

Ainsi, à l'occasion du sommet de Pittsburgh, la CSI a publié une « déclaration syndicale internationale » qui vaut presque manifeste de la part de l'ensemble des bureaucraties. Dans les principes de cette déclaration figure un objectif clair :

> *« Une redistribution plus équitable des richesses est la seule voie durable pour sortir de la crise ; elle est bien la seule manière de restaurer la confiance des salariés dans les systèmes économique et financier ».*

« Restaurer la confiance » dans le capitalisme, c'est en effet là la mission des appareils des syndicats ouvriers affiliés à la CSI. Et ils sont prêts à mettre la main à la pâte, que nul n'en doute : « *les syndicats et les salariés ainsi représentés n'ont guère confiance en la capacité des gouvernements et des banquiers à faire face à ces défis. Il est essentiel que la voix des salariés des pays développés, émergents et en développement soit entendue dans les discussions du G20. Les organisations syndicales internationales sont prêtes à participer à l'élaboration de cet avenir plus juste et plus durable pour l'économie mondiale. Elles doivent avoir une place à la table des discussions.* » (déclaration syndicale internationale de Pittsburgh).

Mais pour ce faire, il faut donner une explication de la crise et des recettes pour en sortir qui ne remettent pas le capitalisme lui-même en cause. D'où ces tournures employées par exemple par Bernard Thibault dans son discours introductif au 49e congrès de la CGT : « *nos responsables ont la volonté de cacher ce qu'il faudrait changer dans le système* ». Changer « *dans* » le système, et non pas changer de système. C'est, diraient les mathématiciens, ce qu'il faut démontrer. Comment s'y prennent les bureaucrates des organisations syndicales ouvrières ?

« Les causes sous-jacentes se trouvent dans les déséquilibres économiques et de gouvernance fondamentaux générés par trente ans de politiques néolibérales » (C.S.I.)

La déclaration intersyndicale de Pittsburgh affirme :

> *« Si la crise a en effet été précipitée par l'implosion de la bulle sur le marché du logement aux Etats- Unis et s'est propagée avec la spéculation financière irresponsable, les causes sous-jacentes se trouvent dans les déséquilibres économiques et de gouvernance fondamentaux générés par trente ans de politiques néolibérales et dont les fruits de la croissance n'ont pas été distribués aux salariés. »*

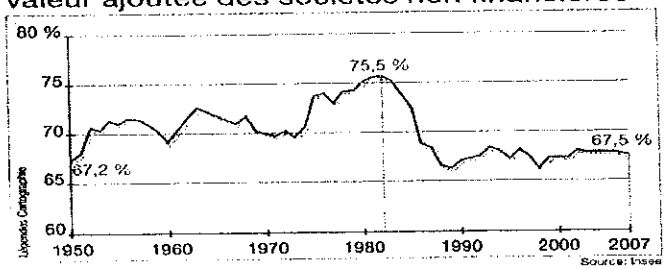
Sous une autre forme, plus détaillée, et sur laquelle nous allons donc davantage nous attarder, Bernard Thibault dans son discours introductif pour le 49e congrès de la CGT affirme quant à lui :

> *« Partout, comme l'admet aujourd'hui l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), peu suspecte de complaisance envers nos analyses, la part des salaires dans les richesses créées, dans la valeur ajoutée a diminué et les inégalités se sont accrues.*
>
> *Nous avons dénoncé cette réalité, combattu les conséquences de ces choix, sans malheureusement pouvoir inverser les tendances de fond.*
>
> *Cette pression permanente a conduit à une insuffisance chronique de la consommation que les patrons, les banquiers, les fonds spéculatifs ont compensée par une financiarisation accrue de l'économie aboutissant à la crise dite des «subprimes». »*

La sous-consommation des masses serait donc à l'origine de la crise. En conséquence, comme le clame d'ailleurs régulièrement Mailly, à la direction de Force Ouvrière, augmenter les salaires la résoudrait. En fait, c'est presque le contraire.

D'une part, selon l'Insee (graphique publié dans *Sciences humaines* de janvier), le « partage de la valeur ajoutée » entre profits et salaires a évolué comme suit depuis les années 50.

Evolution de la part des salaires dans la valeur ajoutée des sociétés non financières



Plutôt qu'une prétendue explication de la crise on serait à la limite fondé à y voir un reflet déformé des rapports de force entre les classes sociales fondamentales de la société. Mais pour en rester sur le terrain de la compréhension de la crise, force est de constater pour aller à l'essentiel que la crise récurrente du capitalisme s'est manifestée dans les années 70, c'est-à-dire précisément au moment où, aussi partiel soit cet indicateur, ledit « partage de la valeur ajoutée » était plus à l'avantage des salariés (et ceci pas uniquement en France).

Mais il ne suffit pas de constater l'inanité de la démonstration des appareils syndicaux sur ce point. Le

mode de production, et de distribution des marchandises, est inéluctablement un mode dans lequel la production, ayant pour le moteur le profit, devient une surproduction dépassant de loin la consommation solvable, la seule qui compte pour les capitalistes. La situation du secteur clé de l'automobile illustre fortement aujourd'hui.

Marx rappelle encore dans *Le Capital* que :

« A première vue, donc, toute crise se présente comme une simple crise de crédit et d'argent. Et, en fait, il ne s'agit que de la convertibilité des effets de commerce en argent. Mais, dans leur majorité, ces traites représentent des achats et des ventes réels, dont le volume dépasse de loin les besoins de la société, ce qui est en définitive la base de toute crise. » (nous soulignons).

Mais d'ailleurs qu'est-ce que la crise des « subprimes » (cf. CPS n°31) ? Par provocation on pourrait dire que c'est le résultat immédiat non pas de la sous-consommation mais d'une surconsommation relative des masses sur le marché capitaliste de l'immobilier, au moyen de crédits pourris empilés les uns sur les autres, empilement qui n'a pas résisté au retournement de conjoncture qui s'est fait sentir dès la fin 2006, avec les défauts de paiement qui s'en sont suivis.

« *Insuffisance chronique de la consommation* » affirme Thibault ? Déjà faudrait-il préciser de quel genre de « consommation » l'on parle, car l'objectif du mouvement ouvrier ne peut être l'écoulement plus grand des marchandises produites par les capitalistes selon leurs propres nécessités mais qui pour les travailleurs sont en grande partie foncièrement nuisibles et destructrices. Mais si l'on entend par là augmenter les salaires, fort bien, mais il faut dire la vérité : une augmentation générale des salaires diminuerait les profits qui sont le moteur de la production dans le régime capitaliste, et en conséquence aggraverait la crise (ce qui n'est pas une raison pour ne pas revendiquer les augmentations de salaires, mais sans la justifier par la sauvegarde de l'économie capitaliste!).

Voilà pourquoi l'accélération des coups portés à la valeur de la force de travail au début des années 80, accélération dont les gouvernements Thatcher et Reagan ont donné le signal, loin d'avoir constitué un facteur de ralentissement de l'investissement productif, s'est au contraire imposée au capital comme une nécessité impérieuse pour redresser le taux de profit et éviter que l'investissement productif ne s'effondre davantage.

Trop de profits, mal investis ?

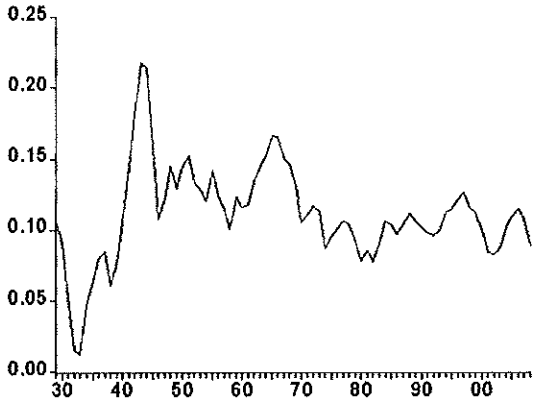
Thibault ou les autres bureaucrates syndicaux prennent à l'appui de leur démonstration les taux de rentabilité exigés par les actionnaires pour affirmer : il n'y aurait jamais eu autant de profits, mais ils ont été dirigés vers la sphère financière. C'est le corollaire logique de la thèse de la « sous-consommation » comme responsable de la crise.
Citons encore Thibault dans son discours introductif au 49e congrès.

« La dérive dans la financiarisation a été favorisée par une accumulation du capital exigeant une forte rentabilité. La Bourse est devenue la boussole pour la direction des entreprises. Des taux de rentabilité de 10, 15 voire 20 % ou plus ont été érigés en dogmes, alors que les richesses créées évoluaient beaucoup moins vite. AXA, Carrefour, BNP-Paribas, Société Générale ont ainsi pu afficher une rentabilité moyenne de leurs capitaux de respectivement 12 %, 15%, 22 % et 15 % sur la période 2003/2007. Pire, des entreprises industrielles ont atteint les mêmes sommets sur la période. 4 exemples : Bouygues (17 %), Eiffage (24 %), Renault (19 %), STMicroélectronics (15%).

De telles normes financières ont eu des conséquences directes sur la gestion des entreprises. Elles ont ajusté masse salariale et investissements productifs en fonction de la rentabilité exigée des capitaux et des marchés financiers.»

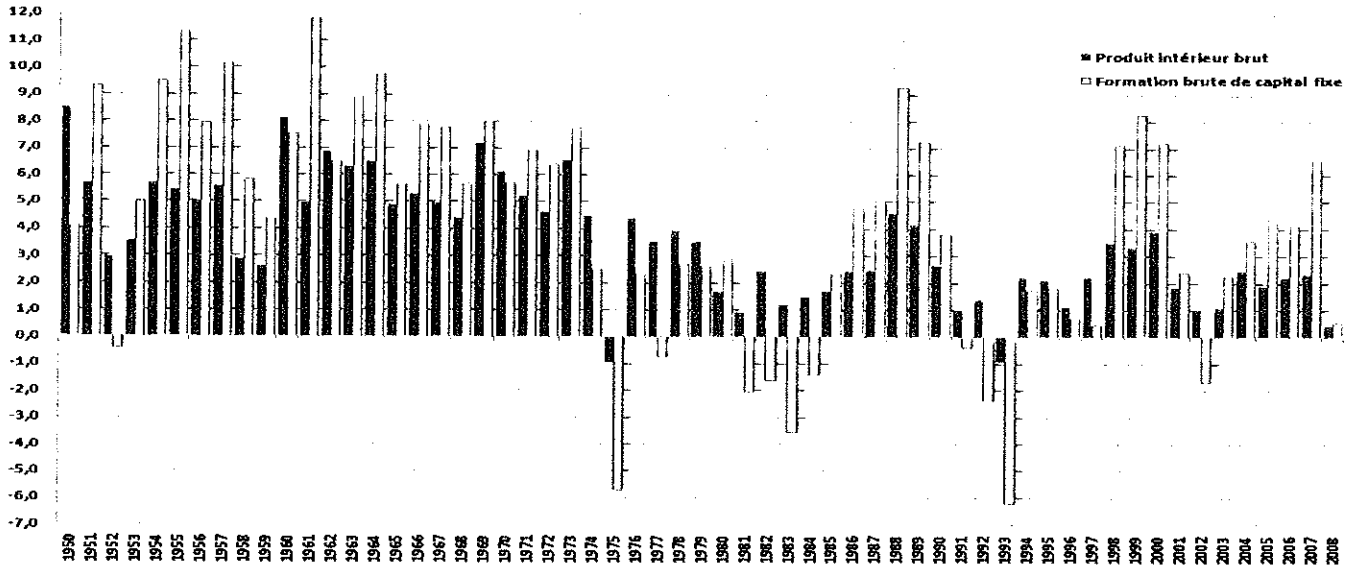
Si l'on veut sérieusement parler des profits, il faut le faire à l'échelle de l'ensemble du Capital et pas des seuls groupes dont la position de monopole leur donne un pouvoir tel que ce sont leurs sous-traitants qu'ils écrasent sous leur poids, pas des seuls groupes qui peuvent cumuler activités financières, productives, à l'échelle mondiale, jusqu'à rêver comme le fit un temps le Pdg d'Alcatel, de diriger une « entreprise sans usines ».

Bien que le graphique reproduit ci – après, publié dans *Contretemps* par Isaac Joshua, concerne les Etats-Unis, il n'est pas difficile d'en saisir tout l'intérêt. Il s'agit du taux de profit des sociétés non financières depuis les années 30.



La baisse tendancielle du taux de profit que ce graphique illustre n'a pas été dégagée par Marx comme une espèce de loi d'airain qui s'appliquerait mécaniquement. C'est une tendance inhérente au mode de production capitaliste, qui a ses contre-tendances. Mais elle se manifeste. Et une chose est absolument claire : l'explosion des profits – qu'il s'agirait « simplement » d'orienter autrement, de « faire d'autre choix » – cette explosion qu'inventent les bureaucrates syndicaux, n'existe tout simplement pas !
Et pourtant, Thibault persiste à la tribune du congrès confédéral, « *depuis au moins 25 ans (...) les entreprises n'ont pas suffisamment investi dans la sphère productive (...) ont privilégié les intérêts des détenteurs de capitaux.* » On peut comprendre que Thibault veuille dater les problèmes du départ des ministres PCF du

gouvernement d'union de la gauche Mitterrand-Fabius, en 1984. Mais cet autre graphique, fait par l'Insee, indique (en clair) l'évolution de l'investissement productif en France, en le reliant à celui du Produit Intérieur Brut (barres sombres) de 1950 à 2008.



Il sera aisé au lecteur de constater que l'on a pas attendu les années 80 et le développement réel de la sphère financière pour que l'investissement productif connaisse des ratés – et pour cause, son moteur n'est autre en fin de compte que le taux de profit et c'est en fonction de celui-ci qu'il tend à osciller (pour autant il faut rappeler que les statistiques fournies par les organismes de l'Etat bourgeois, aussi bons soient-ils, n'ont pas pour but de mettre en évidence l'exploitation capitaliste et la destruction des forces productives, mais au contraire de la dissimuler).

En réalité, même si ce n'en est qu'un aspect, la destruction croissante de Capital par sa transformation en titres variés dont la variété et la toxicité n'ont eu comme limite que l'imagination des financiers, a au contraire contribué indirectement à maintenir un certain taux de profit et d'investissement. Sans la transformation de masses de profits en capital fictif, donc la sortie de milliards hors du cycle de reproduction et d'accumulation du capital productif, le taux de profit général aurait baissé d'autant.

Dans le même temps, les prélèvements au compte de la sphère financière sur la Plus-Value produite dans le processus de l'exploitation capitaliste sont devenus aussi nécessaires, nous y reviendrons, pour éviter tant que possible l'effondrement de cette sphère financière, château de cartes d'actions, d'obligations, de produits dérivés, etc. Les taux de rentabilité cités par Bernard Thibault sont sans doute faux en ce sens qu'ils incluent eux-mêmes diverses opérations financières, comptables, etc. Mais ils correspondent exactement à la même nécessité : empêcher l'effondrement de la sphère financière en la nourrissant.

Il n'est pas compliqué de s'en rendre compte. La crise actuelle n'a pas comme origine la crise des « subprimes », quoiqu'en dise la sainte-alliance mondiale des appareils syndicaux en défense du capitalisme. Dès décembre 2006, l'Insee titre sa note de conjoncture : « *la croissance française à l'épreuve du ralentissement mondial* ». Or la « reprise » ne datait, si l'on ose dire, que de 2002-2003. Et cette reprise, suite à la crise de surproduction qui avait frappé les Etats-Unis en premier lieu en 2000, n'avait déjà été financée qu'en recourant sur une échelle sans précédent au levier du crédit, de l'endettement. Ce recours au crédit gratuit en direction des entreprises a engendré de nouvelles bulles – et pas seulement dans le domaine de l'immobilier – dont les conséquences explosives n'auraient pu être contenues qu'en cas de reprise économique significative. L'essoufflement de l'économie capitaliste est tel que cela ne s'est pas produit, qu'un nouveau cycle d'accumulation du capital, même à crédit, ne s'est pas engagé.

C'est en ce sens que nous avons écrit en 2007 (CPS n°31) : « *La crise de l'immobilier est donc un catalyseur d'une crise économique qui couvait, et elle en est aussi un prodigieux accélérateur* »
On peut donc écarter sereinement la factice opposition que font Bernard Thibault et ses pairs à l'échelle internationale, celle entre 'bon' capitalisme productif contre le mauvais spéculatif : c'est en marchant sur ces deux jambes que sont la surproduction et la spéculation que le mode de production capitaliste est arrivé à cette crise d'une violence et d'une profondeur sans précédent depuis les années 30, et qu'à la baisse des profits et de l'investissement, baisse manifestée avant la crise financière, a répondu la crise financière comme dans une réaction en chaîne.

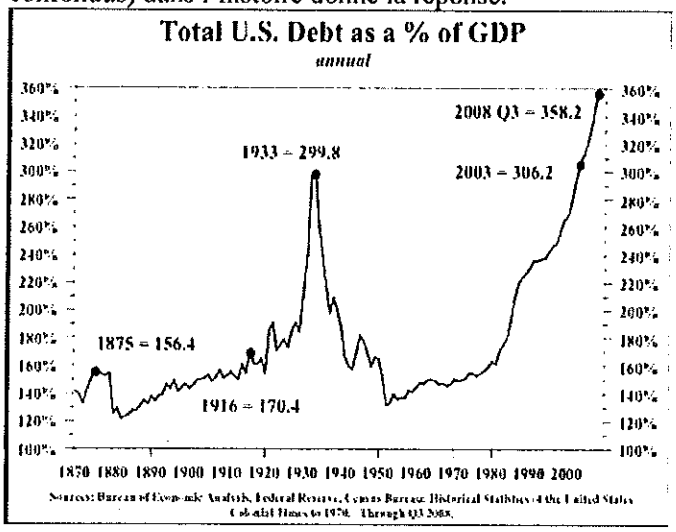
La « financiarisation » est l'expression du pourrissement irrémédiable du mode de production capitaliste.

Dans la 'déclaration intersyndicale' qu'elle avait commise à l'occasion du sommet de Londres la C.S.I. écrit « *le G20 doit entamer le processus de réforme fondamentale du système financier international pour mettre fin à la financiarisation qui a dévasté l'économie réelle.* »
Mais si le caractère financier, ou parasitaire, rentier, de l'économie capitaliste s'est effectivement affirmé ces dernières décennies, il faut en chercher la raison. Est-ce une sorte de « perversion » comme tendent à le dire les dirigeants des syndicats ouvriers ? Qu'il faudrait donc réguler pour revenir à un capitalisme « sain », tel que celui des « trente glorieuses » ?

Marx écrit dans le livre I du capital (chapitre 31):

> *« La dette publique a donné le branle aux sociétés par actions, au commerce de toute sorte de papiers négociables, aux opérations aléatoires, à l'agiotage, en somme, aux jeux de bourse et à la bancocratie moderne. »*

Veut-on savoir ce qui est à la base de l'échafaudage pyramidal et menaçant de la spéculation financière ? Comme un reflet inversé, le graphique ci-dessous, qui traduit l'accroissement général de l'endettement total des Etats Unis par rapport au PIB (tous agents économiques confondus) dans l'histoire donne la réponse.



Et d'où sont venus ces déficits irrécupérables, ce véritable signe de la faillite du mode de production capitaliste ? De l'intervention croissante, forcée, de l'Etat dans tous les secteurs de l'économie. Des dépenses militaires, volant d'entraînement de l'ensemble de l'économie et qui aujourd'hui battent leurs records depuis 1945, dépenses totalement improductives, stériles. Des dépenses de soutien direct aux capitalistes – comme en France les soi-disant « *allègements de charges sociales* » c'est-à-dire la prise en charge par l'Etat d'une partie croissante du salaire ouvrier, ou aujourd'hui les primes à la casse généralisées qui font que les gouvernements bourgeois payent une partie de chaque voiture achetée. Autrement dit, la richesse apparente s'étalant dans la sphère financière a pour contrepartie cet endettement. On pense à la phrase de Marx :
"*Dans ces faits qui montrent que même une accumulation de dettes arrive à passer pour une accumulation de capital, on mesure à quel degré de perfection atteint la dénaturation des choses qui se produit dans le système du crédit.*" (*Le Capital*, Livre III, ch.30)

Allons plus loin. Que signifie l'ampleur croissante de cette dette ? Que toutes ces dépenses des Etats bourgeois en soutien au capitalisme en crise – financées en grande partie par les coups portés aux masses, la destruction des secteurs publics, des dépenses sociales, etc. – se sont accumulées comme si les Etats remplissaient un tonneau des Danaïdes : les faux frais engendrés pour faire survivre ce mode de production fondé sur l'exploitation des travailleurs dévorent plus que ce que ce système produit. Et malgré ces dépenses pharaoniques englouties par les capitalistes, la crise économique et financière du capitalisme n'a cessé de se manifester de manière de plus en plus pressante depuis les années 1970.
Et après les banques américaines, ce sont donc maintenant les Etats des économies dominantes eux-mêmes qui entrent en crise financière, signe que ce recours au crédit dont les piliers sont les Etats atteint lui aussi une limite.

A l'ordre du jour, préparé par des décennies de parasitisme économique, de cavalerie financière mondiale, il y a l'effondrement de l'économie capitaliste, la dislocation du marché mondial.

Seuls de nouveaux coups contre les masses d'une ampleur sans précédent de mémoire de travailleur pourraient lui donner, peut-être, un nouveau répit, lui permettre de repousser cette crise dislocatrice, au prix d'un appauvrissement extraordinaire des masses populaires.

Mais pour parvenir à ce qui ne serait qu'un misérable sursis aggravant encore le passif épouvantable des classes dominantes à l'échelle internationale, le soutien des appareils syndicaux tout particulièrement (mais aussi des partis sociaux-démocrates ou issus du stalinisme) leur est indispensable.

Briser la sainte-alliance des appareils en défense du mode de production capitaliste

Pour qui douterait du rôle décisif que les appareils syndicaux jouent aujourd'hui en défense du capitalisme en crise (même si c'est souvent en relation avec la politique des partis traîtres issus du mouvement ouvrier), deux exemples suffiraient à déciller les yeux.

Le premier est l'exemple grec, que nous avons abordé en introduction de cet article. La crise d'endettement de cet Etat oblige le gouvernement Papandreou, et sous lui les députés du Pasok, à prendre les mesures les plus violentes contre les masses. Mais si le Pasok a gagné les élections, c'est précisément non pas sur son propre programme mais

en rejet du gouvernement du parti bourgeois de la Nouvelle démocratie, dans le prolongement différé des manifestations de l'automne 2008 contre ce gouvernement. Voilà donc une situation lourde de contradictions explosives pour le nouveau pouvoir, qui a annoncé, sous pression de la commission européenne, des privatisations (notamment foncières), des coupes de l'ordre de 10% dans les dépenses publiques, des mesures contre le pouvoir d'achat des fonctionnaires, le tout habillé du retour des impôts sur la succession et les grandes fortunes. Mais Papandréou a aussitôt déclaré qu'il n'appliquerait pas ces mesures avant d'avoir procédé à d'intenses concertations avec les directions syndicales dont il attend un « pacte social national ».

Y parviendra-t-il ? Inutile de se lancer dans des pronostics : que ce soit en Grèce ou ailleurs, ce qui est à l'ordre du jour dans tous les pays capitalistes dominants, c'est le combat contre l'association des directions syndicales à la nouvelle vague d'attaques que préparent les capitalistes. Même ténu dans des circonstances pour le moment bien défavorables, le signal venu de Ford, aux Etats-Unis, doit être pris en compte. Dans cette entreprise, la seule qui n'avait pas été mise en faillite parmi les anciens « big three » de l'automobile, la direction a exigé des bureaucrates de l'UAW qu'ils concèdent les mêmes avantages à la direction que les accords passés à Chrysler et GM prévoient – et tout particulièrement le renoncement à la grève. Chiens fidèles, les dirigeants de l'UAW ont accepté et ont soumis à référendum leur nouvel accord (6 mois après un précédent accord entérinant d'importantes réductions de coûts salariaux), fin octobre 2009. Les salariés ont rejeté l'accord à plus de 72%. Dans certaines usines, le « non » chez les ouvriers avoisinait les 95%. Il ,n'y a pas lieu de faire dire à ce référendum ce qu'il ne dit pas, mais de constater que suite à ce « non » l'accord, caduc, ne s'est pas appliqué, et donc de souligner encore une fois la possibilité et la nécessité de briser la prise en charge par les appareils syndicaux du sauvetage du capitalisme en crise.

Les réponses ouvrières et révolutionnaires à la crise du capitalisme

Mais comment briser ce soutien éhonté aux bourgeoisies aux abois que pratiquent les appareils syndicaux sans combattre la théorisation de la crise qu'ils font comme celle, non du capitalisme, mais du « néolibéralisme » ?

Dans sa déclaration de Pittsburgh, la CSI affirme « *L'heure est à la construction d'un nouveau modèle de développement économique soutenable, équilibré et juste. Notre génération a l'occasion de créer un modèle de développement économique centré sur la personne humaine, l'environnement et l'intérêt public.* » On l'a largement vu dans cet article, ce « modèle de développement », y compris badigeonné de peinture verte, n'est autre que le capitalisme, dont la longue agonie amène à nouveau aujourd'hui l'humanité dans son ensemble au bord du gouffre.

Comment l'éviter ? En rompant, dans tous les secteurs clés de l'économie, avec la loi, la logique même du profit, de la concurrence. Au sein et en dehors des organisations syndicales il est nécessaire de défendre l'idée d'un plan de production élaboré par les organisations du mouvement ouvrier pour faire face à cette crise. Un plan qui assure à tous le droit au travail, en diminuant massivement la durée du travail pour cela, tout en respectant la sécurité et la santé des travailleurs par une gestion rationnelle des ressources naturelles.

Un plan qui mette les secteurs vitaux de l'économie, de la production et de la distribution, sous le contrôle de la population laborieuse en expropriant les groupes capitalistes qui vampirisent les secteurs du logement, de la santé, de l'alimentation, de l'eau, des transports, de l'énergie, des communications, de la culture et de l'éducation. Un plan qui suppose que les banques privées soient nationalisées, sans indemnité ni rachat, et que le crédit soit mis au service de ce plan, de la population laborieuse, en commençant par annuler les dettes qui écrasent les ménages populaires. Un plan qui réoriente la production elle-même, dans le cadre d'une discussion démocratique organisée, et permette d'assurer à l'humanité toute entière le droit à un avenir digne de ce nom, qui lui permette de s'affranchir de toute la pourriture accumulée en tous domaines par le retard terrible pris par la révolution prolétarienne.

Le combat sur un tel objectif est le combat pour porter au pouvoir des gouvernements révolutionnaires, brisant l'appareil d'Etat et la résistance des capitalistes pour mettre en œuvre cette politique émancipatrice. C'est sur cette perspective, celle du socialisme, que toute la situation doit dicter aux travailleurs, aux jeunes les plus conscients, de se regrouper et de travailler avec acharnement à la construction de nouveaux partis ouvriers révolutionnaires et de leur Internationale.

Le 15 janvier 2010